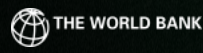




BoG BdG
BANK OF ETHIOPIA BOARD OF DIRECTORS
Banque d'Éthiopie Conseil d'Administration



RAPPORT D'ÉVÉNEMENT



11^e Edition
**Africa Think
Tank Summit**

De la fiscalité à l'action : combler le fossé entre la politique et la mise en œuvre dans la gestion des finances publiques (GFP) en Afrique **#ATTS2025**

**08-10
Oct.2025**

**Addis Abeba
SHERATON HOTEL**



Procès-verbaux du Sommet des think tanks d'Afrique 2025

« De la fiscalité à l'action : combler le fossé entre la politique et la mise en œuvre dans la gestion des finances publiques (GFP) en Afrique »

Tenu du 8 au 10 octobre 2025

à Addis-Abeba, Éthiopie

© 2025 La Fondation pour le renforcement des capacités en Afrique (ACBF). Tous droits réservés.

Aucune partie de cette publication ne peut être reproduite, stockée dans un système d'extraction ou transmise sous quelque forme ou par quelque moyen que ce soit – électronique, mécanique, photocopie, enregistrement ou autre – sans l'autorisation écrite préalable de la Fondation pour le renforcement des capacités en Afrique (ACBF).

Les opinions et analyses exprimées dans les différents panels, sessions ou contributions sont celles de leurs auteurs et ne reflètent pas nécessairement les positions officielles de l'ACBF, de ses organes de gouvernance ou de ses partenaires.

Publié par :

La Fondation pour le renforcement des capacités en Afrique (ACBF)

No 2, Fairbairn Drive, Mount Pleasant

Harare, Zimbabwe

Site web : www.theacbf.org

AVANT-PROPOS



C'est avec un grand plaisir que la **Fondation pour le renforcement des capacités en Afrique (ACBF)** présente les procès-verbaux du **11^e Sommet des think tanks d'Afrique (ATTTS 2025)**, tenu du 8 au 10 octobre 2025 à Addis-Abeba, en Éthiopie, sur le thème : « **De la fiscalité à l'action : combler le fossé entre la politique et la mise en œuvre dans la gestion des finances publiques (GFP) en Afrique** ». Cette publication restitue la richesse des délibérations, des recommandations et des réflexions stratégiques issues d'une communauté diversifiée de décideurs publics, de chercheurs, de praticiens et de partenaires au développement, engagés à faire progresser l'agenda africain de mobilisation des ressources internes et de gouvernance fiscale.

Depuis plus de trois décennies, l'ACBF œuvre en faveur du renforcement des institutions de politique publique, des écosystèmes de connaissance et du capital humain en Afrique. Le Sommet des think tanks d'Afrique demeure l'une de nos principales plateformes visant à valoriser les voix africaines, à amplifier les données probantes et à mobiliser l'action en faveur d'un développement transformateur. L'édition 2025 a réaffirmé le rôle essentiel des think tanks comme catalyseurs de la mise en œuvre, en allant au-delà de la formulation des politiques pour promouvoir les institutions, les technologies et les capacités qui transforment les engagements en progrès mesurable.

Cette année, le Sommet a réuni plus de 500 participants issus de plus de 40 pays, représentant des gouvernements, des think tanks, des universités, des communautés économiques régionales, du secteur privé, de la société civile, des jeunes innovateurs et des agences internationales de développement. Leurs contributions ont mis en lumière les lacunes persistantes dans la mise en œuvre de la GFP à travers le continent et ont mis en exergue des pistes pratiques pour y remédier : renforcer la responsabilité institutionnelle, investir dans les systèmes numériques et de données, approfondir la coopération transfrontalière et autonomiser l'expertise locale pour piloter les réformes. **Nous exprimons notre profonde gratitude à nos coorganisateur, la Commission de l'Union africaine (CUA), l'AUDA-NEPAD et le Gouvernement de la République fédérale démocratique d'Éthiopie, pour leur partenariat et leur leadership. Nous adressons également nos remerciements les plus sincères à nos partenaires financiers et stratégiques, notamment la Fondation William and Flora Hewlett, la Fondation Africa Europe et le Groupe de la Banque mondiale, pour leur soutien continu dans le cadre du projet Africa Think Tank Platform (ATTP) et de sa mission visant à renforcer le rôle de la connaissance dans les processus de décision.**

Ces procès-verbaux constituent non seulement un compte rendu du Sommet, mais également une feuille de route prospective destinée aux gouvernements, aux institutions et aux partenaires au développement œuvrant au renforcement des systèmes de gestion des finances publiques en Afrique. Ils réaffirment la conviction de l'ACBF selon laquelle le renforcement des capacités demeure la pierre angulaire d'un développement durable, inclusif et résilient, et que les think tanks africains sont des acteurs incontournables de la construction de l'avenir du continent. Alors que l'ACBF poursuit son appui à l'Union africaine et à ses États membres dans la mise en œuvre de l'Agenda 2063 et d'autres cadres continentaux, nous restons déterminés à renforcer les institutions de connaissance, à encourager l'innovation et à promouvoir des collaborations qui permettent de transformer les idées en résultats concrets.

Nous espérons que ce volume constituera à la fois une référence utile et une source d'inspiration pour tous ceux qui œuvrent à bâtir l'Afrique que nous voulons.

Mamadou Biteye,

Secrétaire exécutif

Fondation pour le renforcement des capacités en Afrique (ACBF)



TABLE DES MATIÈRES

P.03	AVANT-PROPOS
P.07	SIGLES
P.08	APERÇU DU SOMMET
P.09	LE SOMMET EN CHIFFRES
P.10	INTRODUCTION
P.13	COMBLER LE FOSSE : TRANSFORMER LES POLITIQUES VISIONNAIRES EN IMPACT CONCRET
P.14	Cérémonie officielle d'ouverture du Sommet des think tanks d'Afrique 2025
P.16	Session ministérielle sur « Un leadership efficace en DRM pour la transformation socioéconomique de l'Afrique »
P.16	Sessions thématiques parallèles : exploration approfondie des leviers essentiels
P.25	Principales conclusions
P.29	REPENSER LES RECETTES : STRATÉGIES POUR UNE MOBILISATION EFFICACE DES RESSOURCES
	INTERNES
P.31	Entretien informel : exploiter l'intelligence artificielle et la transformation numérique pour une mobilisation efficace des ressources intérieures
P.31	Discussion informelle – Tirer parti de l'IA et de la transformation numérique pour une mobilisation efficace des ressources internes
P.33	Séances avec les parties prenantes : les piliers d'un écosystème responsable
P.44	Renforcer la fonction de contrôle et de redevabilité de la GFP grâce à la collaboration entre institutions publiques, think tanks et OSC
P.46	Principales conclusions
P.49	UNIS POUR LE CHANGEMENT : RENFORCER LES PARTENARIATS POUR LA RÉUSSITE DE LA GFP
P.50	Idées innovantes pour les réformes de la GFP : perspectives des think tanks, fintechs, laboratoires d'innovation et OSC
P.52	Mobilisation efficace des ressources internes en Afrique : action collective pour l'innovation et le changement
P.53	Principales conclusions

P.56 RÉSUMÉ DES SESSIONS PARALLÈLES

- P.56 Événement parallèle 1:** Les taxes sur la santé comme outil de finances publiques intelligentes : données factuelles, équité et efficacité – par la Fondation pour le renforcement des capacités en Afrique (ACBF)
- P.57 Événement parallèle 2:** L'Agenda 2063 à l'ère des crises multiples : reconstruire la compétitivité de l'Afrique pour une transition durable – par l'Institut international pour la transition durable en Afrique
- P.59 Événement parallèle 3:** Combler le fossé politique avec SOUTHMOD : conception des impôts et prestations fondée sur des données probantes – par UNU-WIDER
- P.61 Événement parallèle 4:** Stimuler la croissance de l'Afrique par les exportations : perspectives du Rapport 2024 sur la compétitivité commerciale en Afrique – par l'Institut de compétitivité Inde, Shared Value Africa (SVA), Shift Impact Africa et la Fondation pour le renforcement des capacités en Afrique (ACBF)
- P.63 Événement parallèle 5:** Africa-Europe Think Tank Ideas Bank : libérer l'expertise et l'investissement grâce à la stratégie Global Gateway de l'Union européenne – par la Fondation Afrique Europe
- P.64 Événement parallèle 6:** Promouvoir l'engagement citoyen grâce à l'audit de redevabilité pour une approche inclusive de la gestion des finances publiques (GFP) en Afrique – par le Partenariat pour la recherche sociale et de gouvernance en Afrique (PASGR)
- P.66 Événement parallèle 7:** Agriculture africaine et engagement non honoré d'allocation des recettes fiscales : enseignements tirés de la mise en œuvre du PDDAA – par le Centre de recherche et d'études sur la pauvreté et la sécurité alimentaire durable (CREPSAD)

P.68 RÉSUMÉ DE L'ATELIER TECHNIQUE SPÉCIAL DE RENFORCEMENT DES CAPACITÉS

P.69 CÉRÉMONIE OFFICIELLE DE CLOTURE

- P.71 Délibérations**
- P.71 Principales conclusions**

P.74 REMERCIEMENTS

P.75 ANNEXES

- P.76 Programme**
- P.84 Résumé de l'ouvrage « Création, gestion et durabilité des think tanks en Afrique »**
- P.85 Résumé du Rapport 2024 sur la compétitivité commerciale de l'Afrique**
- P.87 Profils des sponsors**

ACRONYMS

ACBF	Fondation pour le renforcement des capacités en Afrique
AEF	Fondation Africa Europe
AFLEX	African Leadership Excellence Academy
AFRODAD	African Forum on Debt and Development
ATTP	Projet de la plateforme des think tanks d'Afrique
ATTS	Sommet des think tanks d'Afrique
AUDA-NEPAD	Agence de développement de l'Union africaine – NEPAD
CUA	Commission de l'Union africaine
GFP	Gestion des finances publiques
IA	Intelligence artificielle
ISC	Institutions supérieures de contrôle des finances publiques
MRI	Mobilisation des ressources internes
OSC	Organisations de la société civile
PA	Protocole d'accord
PDDAA	Programme détaillé pour le développement de l'agriculture en Afrique
PEFA	Dépenses publiques et responsabilité financière
PSI	Policy Studies Institute
TADAT	Outil diagnostique de l'administration fiscale
ZLECAf	Zone de libre-échange continentale africaine

APERÇU DU SOMMET

Ce rapport présente un aperçu exhaustif des délibérations, enseignements et résultats du 11^e Sommet des think tanks d'Afrique (ATTS), tenu sous le thème : « De la fiscalité à l'action : combler le fossé entre la politique et la mise en œuvre dans la gestion des finances publiques (GFP) en Afrique ». Organisé au cœur diplomatique du continent, à Addis-Abeba (Éthiopie), du 8 au 10 octobre 2025, le Sommet a réuni avec succès une cohorte diverse et influente de plus de 500 leaders de pensée.

Coorganisé par le Gouvernement de la République fédérale démocratique d'Éthiopie, la Fondation pour le renforcement des capacités en Afrique (ACBF), la Commission de l'Union africaine (CUA) et l'Agence de développement de l'Union africaine – NEPAD (AUDA-NEPAD), avec le soutien de partenaires clés tels que la Fondation William and Flora Hewlett, la Fondation Africa Europe et le Groupe de la Banque mondiale, l'événement a rassemblé plus de 500 délégués de haut niveau issus de plus de 40 pays : décideurs publics, think tanks, chercheurs, ministères des finances et du revenu, partenaires au développement, représentants du secteur privé et organisations de la société civile.

Le Sommet a constitué une plateforme continentale de dialogue, de partage d'évidence et de cocréation de solutions concrètes pour répondre aux écarts persistants entre des politiques fiscales bien conçues et leur mise en œuvre dans les contextes africains. Au cours des trois jours, les participants ont réfléchi aux contraintes structurelles, institutionnelles et technologiques limitant l'efficacité de la fiscalité, de la gestion des dépenses et de la redevabilité publique, tout en mettant en lumière les opportunités liées à la numérisation, à la mobilisation des ressources internes (MRI) et au renforcement de la coordination intergouvernementale. Les sessions plénières et les travaux en groupes ont généré des réflexions stratégiques sur l'amélioration de la performance de la GFP en Afrique, notamment en matière de prévisions de recettes, de services aux contribuables, d'harmonisation des données et d'efficacité des dépenses publiques alignées sur l'Agenda 2063.

L'édition 2025 a été conçue pour répondre au défi fiscal le plus pressant du continent : le fossé critique entre l'élaboration de politiques de qualité et leur exécution sur le terrain. À travers cinq sessions plénières, sept sessions thématiques parallèles et huit événements interactifs, le Sommet a encouragé des échanges approfondis et fondés sur des données probantes concernant les mécanismes de financement innovants, le potentiel transformateur de la numérisation et de l'intelligence artificielle (IA), la gestion stratégique de la dette, ainsi que le rôle indispensable de l'inclusion du genre, de l'engagement des jeunes et de la supervision multipartite dans la construction de systèmes fiscaux résilients et responsables.

- Plusieurs moments marquants ont permis de passer du débat à l'action, notamment : le lancement de l'ouvrage de référence « Création, gestion et durabilité des think tanks en Afrique » ;
- L'introduction du cours « Fiscalité de l'économie numérique » sur la plateforme Ubora Academy de l'ACBF ;
- La signature officielle de protocoles d'accord stratégiques avec la Fondation Africa Europe (AEF) et l'African Forum on Debt and Development (AFRODAD), marquant une nouvelle ère d'action collaborative.

Le consensus général dégagé à Addis-Abeba est clair et déterminant : le développement durable de l'Afrique doit être financé par l'Afrique. En comblant résolument le fossé entre fiscalité et action, le continent pourra libérer son potentiel fiscal, renforcer le contrat social et construire un avenir équitable fondé sur la prospérité partagée et la souveraineté. Le présent rapport synthétise l'essentiel de ces trois journées, en restituant les arguments clés, les exemples par pays et la feuille de route opérationnelle qui guidera les parties prenantes dans l'année à venir.

LE SOMMET EN CHIFFRES



3 JOURS

de dialogues de haut niveau



5

sessions plénières



4

sessions parallèles des parties prenantes



4

sessions parallèles thématiques



7

événements parallèles interactifs



1

session spéciale de formation



+ DE 40

pays africains représentés



40%

de femmes intervenantes



+ DE 500

participants (en présentiel et en virtuel)



2 PA

stratégiques signés

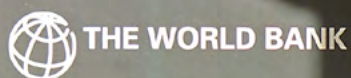
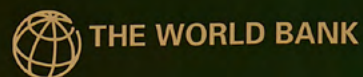


4

LANCEMENTS MAJEURS

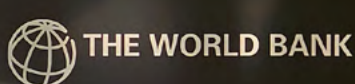
- Ouvrage « Création, gestion et durabilité des think tanks en Afrique »
- Cours numérique
- Projet de la plateforme des think tanks d'Afrique
- Rapport 2024 sur la compétitivité commerciale de l'Afrique

WILLIAM + FLORA
Hewlett
Foundation



11^e Edition Africa Think Tank Summit

WILLIAM + FLORA
Hewlett
Foundation



INTRODUCTION

La trajectoire de développement de l'Afrique continue d'être façonnée par la solidité de ses institutions publiques, la qualité de ses politiques et l'efficacité avec laquelle ces dernières sont mises en œuvre. Au cours de la dernière décennie, de nombreux pays africains ont lancé des réformes ambitieuses en matière de fiscalité, de gestion des finances publiques (GFP), d'intégration régionale et de gouvernance. Toutefois, un défi persistant demeure : l'écart entre ce qui est formulé dans les cadres politiques et ce qui est effectivement réalisé. Ce déficit de mise en œuvre a freiné la mobilisation des ressources internes, affaibli la résilience budgétaire et limité les progrès vers les aspirations de l'Agenda 2063, de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf) et des plans nationaux de développement.

C'est dans ce contexte que la Fondation pour le renforcement des capacités en Afrique (ACBF), en partenariat avec la Commission de l'Union africaine (CUA) et l'Agence de développement de l'Union africaine – NEPAD (AUDA-NEPAD), a organisé le 11^e Sommet des think tanks d'Afrique (ATTS 2025), du 8 au 10 octobre 2025 à Addis-Abeba, en Éthiopie, sur le thème : « De la fiscalité à l'action : combler le fossé entre la politique et la mise en œuvre dans la gestion des finances publiques (GFP) en Afrique ». Ce thème a été retenu afin de répondre aux pressions fiscales croissantes sur le continent – exacerbées par l'augmentation des niveaux d'endettement, la volatilité des marchés de matières premières, les changements démographiques et la demande accrue de services publics – et de souligner l'urgence de solutions concrètes et fondées sur des données probantes pour renforcer les systèmes de GFP.

Depuis son lancement en 2014, le Sommet des think tanks d'Afrique s'est imposé comme la principale plateforme continentale de dialogue politique, de renforcement des capacités et d'échange de connaissances entre les gouvernements, les think tanks, le monde académique, le secteur privé, la société civile, les partenaires au développement et les jeunes innovateurs. Organisé chaque année par l'ACBF, il illustre le mandat de longue date de la Fondation visant à renforcer les écosystèmes de connaissances en Afrique et à doter les institutions des moyens de concevoir, mettre en œuvre et pérenniser des politiques transformatrices.

L'édition 2025 du Sommet a capitalisé sur cet héritage en plaçant la mise en œuvre – plutôt que la seule formulation des politiques – au cœur des discussions. Bien que de nombreux pays africains aient adopté des politiques fiscales avancées, des stratégies de recettes et des réformes en matière de GFP, leur exécution demeure inégale en raison notamment de capacités institutionnelles limitées, d'une coordination insuffisante entre organismes, de systèmes de données obsolètes, de lacunes technologiques, de structures de redevabilité fragmentées et d'une intégration parfois faible des analyses produites par les think tanks. Le Sommet ATTS 2025 a donc cherché à réorienter l'attention vers les réalités opérationnelles : Qu'est-ce qui empêche les réformes fiscales et de GFP d'atteindre leurs effets escomptés ? Quelles capacités sont nécessaires ? Comment les think tanks peuvent-ils mieux accompagner la mise en œuvre ? Quelles innovations peuvent contribuer à réduire cet écart ?

L'objectif principal du 11^e Sommet des think tanks d'Afrique (ATTS 2025) était de catalyser une action collaborative entre les think tanks africains, les décideurs publics, les citoyens et les partenaires au développement, afin de combler le fossé entre l'élaboration et l'exécution des politiques de GFP, d'améliorer la mobilisation des ressources internes et de promouvoir une gouvernance responsable et une transformation économique à l'échelle du continent. Les objectifs spécifiques étaient les suivants :

- Faciliter la coopération entre think tanks, universités, société civile, fintechs, laboratoires d'innovation, gouvernements et partenaires au développement pour échanger les meilleures pratiques et approches innovantes en matière de GFP.
- Analyser les politiques macrofiscales existantes afin d'identifier les lacunes et défis, et formuler des recommandations concrètes pour une mise en œuvre efficace.
- Offrir des opportunités de renforcement des capacités aux décideurs publics et aux chercheurs pour approfondir leur compréhension de la GFP et de ses applications pratiques.
- Mettre à disposition des plateformes de dialogue renforcé permettant le partage d'expériences sur les stratégies de GFP réussies et leurs contributions à la bonne gouvernance et à la croissance économique.
- Promouvoir des stratégies concrètes visant à renforcer la mobilisation des ressources internes grâce à des systèmes fiscaux efficaces, au développement des institutions financières locales et à l'exploitation des partenariats public-privés.

Plus de 500 participants issus de plus de 40 pays ont pris part au Sommet, témoignant de l'urgence et de la pertinence des débats. Les délégués comprenaient des ministres des Finances et du Revenu, des dirigeants d'autorités fiscales, de hauts responsables gouvernementaux, des responsables de think tanks nationaux et régionaux, des économistes, des universitaires, des représentants d'institutions multilatérales, des chefs d'entreprise du secteur privé, des leaders de la société civile ainsi que de jeunes innovateurs. La diversité de leurs points de vue a enrichi les échanges dans le cadre des panels de haut niveau, des sessions plénières thématiques, des tables rondes politiques, des sessions techniques et des événements parallèles.

Les délibérations ont principalement convergé autour des thèmes critiques suivants :

- moderniser et numériser les systèmes d'administration fiscale
- renforcer la coordination entre les unités de politique fiscale et les autorités de revenu
- développer les capacités en matière de données et d'analyse pour une prise de décision en temps réel
- améliorer les mécanismes de transparence et de redevabilité
- permettre aux gouvernements locaux de mobiliser et de gérer les ressources de manière plus efficace
- élargir la coopération régionale pour l'harmonisation fiscale et la gestion des recettes transfrontalières
- positionner les think tanks comme catalyseurs de la mise en œuvre, du suivi et de l'évaluation des politiques

Ce volume des procès-verbaux consolide les enseignements, les données factuelles, les débats et les recommandations issus de ces échanges. Il comprend des résumés des sessions ainsi que des contributions de partenaires et d'experts clés. Plus largement, il atteste de l'engagement collectif des parties prenantes africaines à renforcer les



1.

COMBLER LE FOSSÉ : TRANSFORMER LES POLITIQUES VISIONNAIRES EN IMPACT CONCRET



CÉRÉMONIE OFFICIELLE D'OUVERTURE DU SOMMET DES THINK TANKS D'AFRIQUE 2025

Des idées à l'impact : définir l'agenda fiscal de l'Afrique

La première journée du 11^e ATTS a été consacrée à l'établissement d'un **nouvel impératif fiscal audacieux pour l'Afrique**. Placées sous le thème central du passage de la politique à la mise en œuvre, les sessions ont exposé de manière claire l'urgence d'un développement autofinancé, d'une mobilisation robuste des ressources internes (MRI) et des approches innovantes nécessaires à la réforme de la gestion des finances publiques (GFP) sur le continent. L'atmosphère était empreinte d'un optimisme déterminé, conscient de l'ampleur des défis mais porté par un sens clair de la mission et une expertise africaine affirmée.

Cérémonie d'ouverture officielle : un appel à la souveraineté intellectuelle

Le Sommet a débuté par l'accueil chaleureux du maître de cérémonie, **M. Shimeles Lemma**, qui a mis en avant l'héritage de l'Éthiopie en tant que « terre des origines ». Cet accueil a été suivi de performances culturelles illustrant la diversité nationale, instaurant une ambiance de fierté africaine et d'identité collective. La cérémonie s'est poursuivie par une série d'allocutions inaugurales définissant le cadre général des trois jours de travaux, centrées sur le rôle fondamental du capital intellectuel, de la fiscalité et de la confiance institutionnelle dans le développement de l'Afrique.

Intervenants clés et principaux messages

S.E. Zadig Abrha, Président de l'African Leadership Excellence Academy (AFLEX), a affirmé que « la pensée est la première infrastructure du développement africain », soulignant que la transformation du continent ne peut pas reposer sur des idées ou des financements extérieurs. Il a qualifié les think tanks de « laboratoires de destinée », les investissant d'un rôle clé dans la transition de l'analyse des politiques à l'action stratégique. Il a présenté la fiscalité comme un pacte fondateur du développement durable et une voie essentielle vers la Renaissance africaine, appelant à l'indépendance intellectuelle et à la souveraineté fiscale.

M. Mamadou Biteye, Secrétaire exécutif de l'ACBF, a appelé à une transition décisive de la conception à la mise en œuvre. Il a relevé que de nombreuses stratégies fiscales, plans de mobilisation des ressources internes et réformes de GFP restent théoriques faute de mise en œuvre effective. Il a identifié cinq leviers majeurs :

1. passer de la conception à l'exécution;
2. renforcer la confiance entre citoyens et État;
3. investir dans le développement durable des capacités;
4. tirer parti de l'innovation technologique;
5. consolider des institutions résilientes.

Il a appelé à « libérer l'avenir fiscal de l'Afrique » et encouragé l'adoption de stratégies fiscales basées sur la confiance, combinées à l'innovation technologique, pour renforcer le contrat social et réduire l'écart entre fiscalité et PIB.

S.E. Aynalem Nigussie, Ministre du Revenu de l'Éthiopie, a insisté sur le fait que « la politique seule ne suffit pas, l'action est nécessaire » et affirmé que « la prospérité de l'Afrique doit être financée par les ressources africaines ». Elle a présenté les avancées réalisées par l'Éthiopie grâce aux systèmes intégrés de gestion financière (IFMIS) et aux réformes fiscales en faveur des populations vulnérables.

S.E. Fekadu Tsega, Directeur général du Policy Studies Institute (PSI), a analysé le fossé critique entre politique et exécution en identifiant les causes principales : capacités institutionnelles limitées, pratiques insuffisantes de GFP et déficit de confiance entre citoyens et gouvernement. Il a souligné le rôle catalyseur de la fiscalité pour relier politiques de recettes et financement budgétaire, appelant à des solutions concrètes pour accélérer l'atteinte du développement durable.

Mme Holy Ranaivozanany, Directrice exécutive adjointe de la Fondation Africa Europe, a plaidé pour un « changement de paradigme » passant d'un modèle de développement orienté par les donateurs à des partenariats. Elle a mis l'accent sur la coopération, l'innovation, les infrastructures numériques, les chaînes de valeur régionales, les zones économiques spéciales, l'adaptation énergétique et le leadership féminin.

SESSION MINISTÉRIELLE SUR « UN LEADERSHIP EFFICACE EN MRI POUR LA TRANSFORMATION SOCIOÉCONOMIQUE DE L'AFRIQUE »

Cette session a souligné le rôle central des think tanks africains en tant que moteurs d'innovation et de redevabilité dans la gestion des finances publiques (GFP) et la mobilisation des ressources internes (MRI). Ils relient recherche, politique publique et engagement citoyen pour renforcer la gouvernance fiscale.

Modérateur: Mr. Shimeles Lemma; hôte et maître de cérémonie du Sommet

Panélistes principaux :

- S.E. Prof. Njuguna Ndung'u ; Conseiller principal auprès de la Présidence, Groupe Trade and Development Bank (TDB)
- • S.E. Hakim Ben Hammouda ; ancien ministre des Finances de la Tunisie et Président, Global Institute 4 Transitions (GI4T)

Points essentiels abordés

Investir dans le capital humain et les institutions (Kenya) : L'approche du Kenya établit un lien direct entre croissance du marché et réforme institutionnelle : lorsque les institutions échouent, les marchés échouent. Ainsi, une mobilisation durable des ressources internes commence par des systèmes solides d'éducation, de santé et de gouvernance.

Fiscalité intelligente plutôt que fiscalité élevée: L'expérience du Kenya montre que l'augmentation des taux d'imposition peut réduire les recettes lorsque des distorsions du marché persistent. En Tunisie, le processus de réforme a démontré comment les consultations avec les parties prenantes et la contribution des think tanks locaux ont permis de concevoir des systèmes fiscaux favorisant la conformité plutôt que l'évitement.

La transformation numérique élargit la portée fiscale (Kenya): L'initiative d'identification numérique a permis de recenser plus de 10 millions de travailleurs informels, démontrant comment la technologie peut formaliser efficacement les économies et élargir l'assiette fiscale.

Les think tanks comme passerelles entre recherche et réforme (Kenya et Tunisie): Les échanges ont montré que les think tanks nationaux transforment les données probantes en recommandations politiques concrètes. En Tunisie, ils ont influencé les réformes fiscales ; au Kenya, ils ont contribué à façonner la politique budgétaire et les mécanismes de financement public-privé.

Équilibrer dette et développement (perspective régionale): Les pays devraient privilégier des mécanismes innovants de mobilisation des ressources internes plutôt que recourir à une dette non viable, afin de favoriser une transformation économique résiliente. Par exemple, l'emprunt destiné aux infrastructures (Kenya 2009) doit éviter d'évincer le secteur privé.

SESSIONS THÉMATIQUES PARALLÈLES : EXPLORATION APPROFONDIE DES LEVIERS ESSENTIELS

Quatre sessions thématiques parallèles ont été organisées avec rigueur, chacune conçue pour faciliter des échanges spécialisés et techniques entre experts de leur domaine. Ces sessions ont offert un cadre structuré permettant aux participants d'explorer en profondeur des sujets ciblés, de partager connaissances et bonnes pratiques.

En réunissant des professionnels aux intérêts convergents, elles ont favorisé un environnement propice à la collaboration et au transfert de connaissances. Les participants ont pu engager des discussions ciblées, échanger avec des leaders de pensée et renforcer leurs réseaux professionnels.

Ce format a encouragé l'analyse approfondie de sujets complexes tout en facilitant des interactions fructueuses susceptibles de déboucher sur de futures collaborations et innovations.

1. Session thématique parallèle 1 – Exploiter les données pour la fiscalité : améliorer les prévisions macrofiscales et la gestion en Afrique

La session a été modérée par le Dr Eliud Moyi du Kenya Institute for Public Policy Research and Analysis (KIPPRA), qui a présenté les panélistes et introduit la discussion thématique axée sur l'exploitation des données pour renforcer la fiscalité et la gestion budgétaire en Afrique. La session a examiné l'importance de la qualité des données et de l'analyse pour une fiscalité efficace et des prévisions macrofiscales fiables, a mis en lumière des initiatives institutionnelles et régionales ayant amélioré la prise de décision fondée sur les données, a abordé les innovations susceptibles d'accroître l'efficacité de l'administration des recettes publiques et a identifié les besoins de renforcement des capacités des institutions africaines impliquées dans la gestion des données et l'analyse des politiques fiscales.

Intervenants:

- Victor Murinde, Directeur exécutif, Africa Economic Research Consortium (AERC)
- Jane Mariara, Directrice exécutive, Partnership for Economic Policy (PEP)
- Assefa Admassie, Professeur, Université d'Addis-Abeba
- Lambert N'galadjo Bamba, Enseignant à l'Université Félix Houphouët-Boigny et chercheur au Centre ivoirien de recherches économiques et sociales (CIRES)

L'importance cruciale de disposer de données macro et microéconomiques de qualité pour orienter la fiscalité et les politiques budgétaires a été soulignée. Des données fiables permettent aux gouvernements de fixer avec précision les taux d'imposition applicables aux entreprises et aux ménages, d'éclairer les stratégies de mobilisation des ressources internes et d'appuyer les décisions d'emprunt fondées sur des prévisions de recettes réalistes. Cela devient d'autant plus essentiel dans un contexte de recul de l'aide publique au développement, obligeant les pays à s'appuyer davantage sur la mobilisation des ressources domestiques. Toutefois, d'importantes lacunes persistent, notamment en ce qui concerne l'économie informelle et les transactions numériques transfrontalières, ce qui complique la mise en place d'une fiscalité efficace.

Les données jouent également un rôle fondamental dans l'équité et la justice fiscales. Elles orientent la mobilisation des ressources, permettent d'identifier les activités imposables et soutiennent l'élaboration de politiques publiques fondées sur l'évidence, contribuant à éviter des charges fiscales régressives. Des approches de recherche innovantes, telles que l'intégration de données fiscales et de données issues des ménages, ainsi que des techniques de modélisation avancées, sont utilisées pour améliorer la précision des données et surveiller les risques budgétaires. Néanmoins, des défis subsistent, notamment la fragmentation des données et le poids de l'économie informelle, qui compliquent l'intégration et la collecte des recettes.

Les défis et stratégies liés à l'intégration des données du secteur informel dans les prévisions fiscales ont également été abordés. L'exploitation des traces numériques générées par l'économie numérique — notamment le mobile money et le commerce électronique — est perçue comme une stratégie essentielle pour identifier les entreprises informelles présentant un potentiel fiscal.

L'intégration des données entre les différentes agences publiques, telles que les services des finances, des douanes et des licences, est indispensable pour formaliser progressivement les entreprises en capacité de se conformer aux règles fiscales. De plus, relier les systèmes de données à des bénéfices concrets en matière de services publics peut contribuer à renforcer la confiance des contribuables et à encourager la formalisation.

Les enseignements issus de l'Afrique de l'Ouest, en particulier de la Côte d'Ivoire, ont mis en lumière les progrès réalisés grâce à l'amélioration de la gestion des données et à la numérisation, qui ont renforcé la fiscalité et les prévisions budgétaires. Les initiatives régionales axées sur la transparence, la rationalisation des données et les contributions de la fintech visent à faciliter les réformes de l'administration fiscale. Bien que des défis subsistent – notamment la prévalence de secteurs agricoles informels et la fragmentation des systèmes fiscaux – les avancées réalisées en matière de digitalisation sont significatives. Il a été recommandé d'adopter des stratégies inclusives protégeant les groupes vulnérables tout en élargissant l'assiette fiscale, ainsi qu'une meilleure communication des politiques pour renforcer la confiance du public.

Points forts des discussions :

- L'insensibilité de certains décideurs aux données de recherche et aux stratégies susceptibles d'améliorer leur engagement dans l'élaboration de politiques fondées sur des données probantes. Les panélistes ont souligné la réceptivité accrue des décideurs au cours des dernières années et ont appelé à une collaboration active entre les centres de recherche et les gouvernements, notamment par le renforcement des capacités et la mise en place de processus décisionnels fondés sur les données probantes. Ils ont également mis en exergue le rôle déterminant d'une communication claire et de la compréhension des dynamiques de l'économie politique pour rendre les résultats de la recherche crédibles et exploitables.
- Les défis liés à la gouvernance, à la sécurité et à la conformité des données, en particulier dans la gestion des informations confidentielles des contribuables. Les panélistes ont encouragé les gouvernements à élaborer des codes de conduite relatifs à la confidentialité des données dans le cadre des recherches fiscales et ont insisté sur l'importance de partenariats entre gouvernements et chercheurs afin de garantir un partage sécurisé et anonyme des données au moyen d'identifiants codés. Ils ont également souligné la nécessité d'établir des centres de données centralisés au sein des institutions africaines pour faciliter un accès harmonisé aux données destinées à la recherche, tout en préservant la confidentialité.
- La non-traduction des données probantes en politiques publiques constitue un défi récurrent en Afrique. Les panélistes ont expliqué la dimension politique des décisions publiques et la manière dont les données probantes sont souvent en concurrence avec les agendas politiques. Les décideurs utilisent généralement les données qui correspondent à leurs intérêts, ce qui renforce la nécessité pour les chercheurs de comprendre l'architecture de l'économie politique, d'identifier les acteurs influents et de développer des stratégies de communication efficaces leur permettant d'établir leur crédibilité et d'influencer les politiques publiques

2. Session thématique parallèle 2 – Mobilisation innovante des ressources intérieures : exploration de mécanismes de financement alternatifs

Cette session, modérée par Gloria Somolekae, Directrice exécutive du Botswana Institute for Development Policy Analysis (BIDPA), a examiné des approches novatrices, équitables et durables de financement du développement de l'Afrique. Elle a mis l'accent sur la nécessité de dépasser les systèmes fiscaux traditionnels pour adopter des cadres fiscaux fondés sur les données probantes, axés sur les technologies et socialement inclusifs, en cohérence avec les aspirations de l'Agenda 2063.

Panélistes:

- Lyla Latif, Co-fondatrice et Senior Fellow, Committee on Fiscal Studies
- Jules Tapsoba, Secrétaire exécutif, West African Tax Administration Forum (WATAF)
- Zunda Chisha, Économiste et Directrice de programme, Centre de ressources de la Convention-cadre de l'OMS pour la lutte antitabac sur la fiscalité du tabac, Université du Cap
- Kwabena Adu-Ababio, Chargé de recherche, Institut mondial de recherche sur l'économie du développement de l'Université des Nations Unies (UNU-WIDER)
- Kirsi Aaltola, Directrice des services de développement, Institut HAUS d'administration publique de Finlande

Les panélistes ont présenté un ensemble de mesures fiscales novatrices adoptées par divers pays, illustrant la manière dont ces stratégies permettent de répondre aux défis économiques émergents. Ils ont évoqué la mise en œuvre de taxes sur les services numériques au Kenya et au Nigéria, destinées à capter les recettes issues de l'essor de l'économie numérique. Les taxes sanitaires du Cabo Verde ont également été mises en avant comme un moyen de renforcer le financement de la santé publique, tandis que les impôts sur la fortune appliqués au Kenya témoignent d'une évolution vers une fiscalité plus progressive.

Le panel a en outre examiné l'introduction de redevances sur le minage de cryptomonnaies en Eswatini et au Bhoutan, soulignant la nécessité de réguler les nouvelles technologies financières. Les intervenants ont également insisté sur le potentiel transformationnel de l'intelligence artificielle et de l'analyse des données, illustré par l'usage du système « Falcon AI » en Afrique du Sud et au Zimbabwe, qui permet de détecter efficacement les flux financiers illicites.

Cette discussion approfondie a non seulement mis en lumière les approches créatives adoptées par ces pays, mais aussi l'importance de tirer parti des technologies pour renforcer la gouvernance fiscale.

Principaux points forts des discussions :

Justification de la reconfiguration de la fiscalité traditionnelle: Les économies africaines, caractérisées par un secteur informel important, nécessitent une refonte des approches fiscales afin de dépasser les systèmes traditionnels et de libérer pleinement leur potentiel de mobilisation des recettes. L'accent a été mis sur la nécessité de moderniser l'administration fiscale au moyen d'outils numériques, des services bancaires mobiles et des transactions électroniques, afin d'améliorer la traçabilité et la conformité. Des instruments fiscaux innovants – tels que les taxes sanitaires, numériques et environnementales – ont également été mis en avant en raison de leur double rôle : générer des recettes tout en soutenant des objectifs sociaux et environnementaux. Les panélistes ont exhorté les gouvernements à renforcer le contrat social, fondé sur la confiance des citoyens envers l'État, afin d'assurer une mobilisation des ressources équitable et efficace. En définitive, l'Afrique doit repenser son avenir fiscal avec une vision de long terme centrée sur la durabilité, l'équité et la résilience pour le prochain siècle.

Nouvelles frontières fiscales : Les échanges ont mis en lumière l'évolution du paysage de la fiscalité numérique et foncière, en soulignant que les cadres fiscaux internationaux traditionnels, tels que le modèle de l'OCDE, ne permettent pas de capter les recettes générées par des entreprises numériques opérant sans présence physique sur les marchés africains.

L'approche adoptée par le Kenya et le Nigéria pour imposer des taxes sur les services numériques, afin d'intégrer les grandes entreprises technologiques mondiales dans leurs régimes fiscaux nationaux, a été présentée comme une bonne pratique que d'autres pays africains pourraient adopter. Par ailleurs, l'impôt sur les biens immobiliers non utilisés au Liban – ciblant les terrains inoccupés – a été proposé comme un modèle permettant de renforcer les recettes foncières. Les expériences de l'Eswatini et du Bhoutan en matière de fiscalité du minage de cryptomonnaies ont offert des enseignements utiles pour les petites économies explorant les opportunités du secteur numérique. En complément, les taxes sanitaires sur des produits tels que le tabac et l'alcool ont été reconnues pour leur double effet : réduire la consommation nocive et financer les systèmes de santé, contribuant ainsi à renforcer la confiance des citoyens.

Technologie, données et intelligence artificielle dans la fiscalité : La technologie a été identifiée comme un catalyseur essentiel pour des systèmes fiscaux transparents, efficaces et équitables. Le système « Falcon AI » utilisé en Afrique du Sud et au Zimbabwe, capable de traiter plus de 2 millions de transactions par seconde, a permis de détecter 415 milliards de dollars EU de flux illicites non imposés, tandis que l'utilisation de drones au Zimbabwe pour surveiller les mouvements transfrontaliers de carburant a considérablement réduit la fraude fiscale. Le système ouzbek de déclaration des consommateurs fondé sur des codes QR, qui engage les citoyens dans le suivi de la conformité fiscale, a été présenté comme un modèle adaptable aux contextes africains. De manière générale, les systèmes fondés sur les données et l'intelligence artificielle sont considérés comme essentiels pour protéger les bases fiscales, mettre au jour les flux financiers illicites et renforcer la confiance du public dans la gouvernance fiscale.

Financement alternatif et fiscalité fondée sur l'équité: Les panélistes ont souligné l'importance de diversifier les systèmes fiscaux au-delà des impôts sur le revenu et des impôts sur les sociétés, en mettant en avant l'intérêt croissant pour la fiscalité du patrimoine. Ils ont cité l'exemple du Kenya, qui propose une taxe applicable aux personnes détenant des actifs supérieurs à 1 million de dollars EU, afin de promouvoir l'équité et financer les programmes sociaux. Ils ont toutefois rappelé que toute nouvelle mesure fiscale doit trouver un juste équilibre entre innovation et équité, et éviter de faire peser une charge excessive sur les populations à faible revenu et les petites entreprises.

Gouvernance, corruption et confiance des citoyens : La faiblesse des institutions et la corruption ont été identifiées comme des obstacles majeurs à une mobilisation efficace des ressources intérieures. L'expérience de la Finlande a été présentée pour illustrer que des institutions solides, la transparence et la participation citoyenne constituent les fondements de systèmes fiscaux durables. L'importance de réformes fiscales transparentes et inclusives a été soulignée, en notant que la conformité s'améliore lorsque les citoyens peuvent constater l'utilisation de leurs contributions. Les panélistes ont mis en avant le rôle de l'apprentissage par les pairs et du renforcement des capacités contextualisé pour consolider les réformes et lutter contre la corruption.

Milieu universitaire, recherche et politiques fondées sur des données probantes : Les panélistes ont convenu que les bonnes intentions ne suffisent pas et que des politiques efficaces doivent s'appuyer sur des recherches rigoureuses fondées sur des données probantes afin d'en garantir la pertinence et l'impact. Ils ont insisté sur la nécessité d'une collaboration renforcée entre le milieu universitaire, les centres de recherche et les ministères, afin de combler le fossé entre la recherche et la mise en œuvre. Les institutions de recherche jouent un rôle crucial dans l'analyse des effets de la fiscalité sur le bien-être social et les inégalités, fournissant ainsi des orientations pour des réponses politiques adaptatives. Le renforcement des capacités en matière de recherche axée sur les politiques a été reconnu comme un élément essentiel pour stimuler l'innovation fiscale future.

Coopération régionale et cadres institutionnels : L'exemple d'organisations régionales telles que le WATAF a été présenté pour illustrer des modèles réussis d'élaboration inclusive des politiques fiscales, dans lesquels les administrateurs, responsables et experts fiscaux sont associés à toutes les étapes de la formulation et de la mise en œuvre des politiques. Ces modèles démontrent la valeur de l'engagement multipartite et de l'harmonisation régionale dans l'administration fiscale. Les partenariats public-privé (PPP) ont également été mis en avant comme des instruments efficaces pour promouvoir l'innovation en matière de fiscalité, notamment en ce qui concerne le rôle du secteur privé dans le développement de solutions technologiques fiscales et dans la promotion de la conformité.

Points clés à retenir

- L'innovation est essentielle pour un financement durable : l'Afrique doit diversifier ses sources de financement au-delà de la fiscalité traditionnelle.
- La technologie et l'IA améliorent l'efficacité, permettent de détecter les flux illicites et élargissent la couverture fiscale.
- La transparence et la confiance sont des conditions préalables à la conformité et à la légitimité.
- Les capacités institutionnelles et les cadres de lutte contre la corruption soutiennent les réformes à long terme.
- Les politiques fondées sur des données probantes garantissent que les réformes ont un impact et sont adaptées au contexte.
- Les taxes sur la santé et l'environnement ont un double objectif social et fiscal.
- L'imposition de la fortune favorise l'équité et finance des services publics essentiels.
- La coopération régionale et l'apprentissage entre pairs accélèrent l'adoption et l'harmonisation des réformes.

3. Session thématique parallèle 3 – Viabilité de la dette : aligner les emprunts sur les capacités fiscales

Le panel, modéré par Eugenia Kayitesi, directrice exécutive de l'Institut d'analyse et de recherche politiques (IPAR-Rwanda), a souligné la nécessité pour la dette d'être transformatrice, en finançant des infrastructures et des industries à long terme plutôt que d'être utilisée pour des dépenses récurrentes. Il a également insisté sur les principes non négociables de transparence et de responsabilité en matière d'emprunt.

Principaux panélistes

- Jason Rosario Braganza, Directeur exécutif, Forum africain sur la dette et le développement (AFRODAD) ;
- Daouda Sembene, PDG, AfriCatalyst ;
- Barnabe Okouda, Directeur exécutif, Centre d'analyse et de recherche politiques du Cameroun (CAMERCAP) ;
- Mulay Weldu Asegehegn, Chef de la politique fiscale, ministère des Finances, Éthiopie.

L'urgence d'aligner les besoins de financement du développement de l'Afrique sur le potentiel de ressources disponible a été soulignée, en notant que de nombreux pays sont confrontés à un décalage entre leurs objectifs de développement à long terme et les instruments de financement à court terme dont ils disposent. En prenant l'infrastructure comme exemple, des projets essentiels, tels que les routes, les chemins de fer et les ports, ont été mis en avant, lesquels sont souvent financés par des instruments d'endettement à court terme et à taux

d'intérêt élevés, tels que les euro-obligations. Ces bons arrivent rapidement à échéance, créant une pression budgétaire avant même que les projets ne commencent à générer des retombées. Ce désalignement oblige les gouvernements à réorienter des ressources vers le service de la dette plutôt que vers le développement à long terme, soulignant l'importance de repenser les modalités de financement des projets transformateurs pour en garantir la durabilité et la contribution à la croissance.

Il a été estimé que la dette peut constituer un instrument utile pour la mobilisation des ressources intérieures, et que son potentiel transformateur dépend de la manière dont elle est utilisée. Il a été observé que de nombreux gouvernements africains continuent de recourir à l'endettement pour financer des dépenses récurrentes ou de consommation plutôt que des investissements productifs. Pour renforcer la viabilité budgétaire, il a été proposé de passer du ratio traditionnel dette/PIB à un ratio dette/recettes fiscales, considéré comme un indicateur plus pertinent de la capacité d'endettement. Cette approche permettrait de déterminer la part des recettes fiscales absorbée par le service de la dette et d'encourager un endettement plus responsable, aligné sur les priorités de développement et les objectifs de mobilisation des ressources intérieures.

Les discussions ont souligné que, si la dette constitue un instrument essentiel de politique publique pour le développement, son efficacité dépend du moment et des modalités de son recours. L'importance de respecter les principes d'endettement responsable et durable a été mise en avant pour orienter les décisions concernant le type d'endettement – intérieur, extérieur, multilatéral ou privé – à privilégier. Pour être efficace, l'emprunt doit être transparent, les gouvernements devant divulguer des informations telles que les taux d'intérêt, les échéances et l'objet des financements. Cette transparence permet un contrôle public et renforce la confiance. Toutefois, la transparence ne suffit pas sans redevabilité. Les panélistes ont souligné que des mécanismes de contrôle robustes, en particulier par les parlements et la société civile, sont essentiels pour garantir que les gouvernements s'endettent de manière responsable et en accord avec les priorités nationales.

Il a en outre été souligné que les pays doivent renforcer la mobilisation des ressources intérieures afin de réduire leur dépendance à l'endettement extérieur, lequel s'accompagne souvent de conditions défavorables, et encourager la mise en place de systèmes nationaux de recettes robustes, considérés comme un moyen plus durable de financer le développement et de réduire les vulnérabilités budgétaires. La viabilité de la dette est perçue comme une responsabilité partagée entre emprunteurs et créanciers, les deux parties devant respecter des pratiques responsables afin de maintenir l'équilibre budgétaire et de protéger les intérêts nationaux. En définitive, un endettement durable requiert une approche holistique combinant transparence, redevabilité et renforcement de la génération de recettes intérieures, tout en imposant aux créanciers des normes tout aussi strictes en matière de prêt responsable.

Il a été souligné que l'endettement responsable doit s'accompagner de dépenses responsables, l'exemple de l'Éthiopie illustrant des actions politiques délibérées pour garantir la viabilité de la dette. L'Éthiopie a notamment réduit sa dette de **58 % du PIB en 2018 à environ 30 %**, en privilégiant les prêts concessionnels, qui représentent désormais plus de 65 % de l'endettement total, et en limitant la dette extérieure à seulement **13 % du PIB**. Plus de **70 %** des fonds empruntés sont orientés vers des projets d'infrastructure essentiels, notamment dans l'électricité, les routes et les transports, témoignant d'un engagement ferme à utiliser l'endettement pour des investissements productifs à long terme. Par ailleurs, l'Éthiopie a adopté une stratégie de recettes à moyen terme pour faire face à une baisse de près d'une décennie de son ratio recettes fiscales/PIB, tombé à moins de **7 %**. Grâce à des réformes portant sur l'administration fiscale et

l'efficacité des politiques, plutôt que sur des hausses de taux, le pays a enregistré une hausse de deux points de pourcentage du ratio en une seule année. La décision du gouvernement de réduire les taux d'imposition, en particulier pour les petites et moyennes entreprises – **de 35 % à 9 %** – visait à encourager la formalisation du secteur informel. De même, le maintien d'un taux de TVA relativement bas de **15 %**, inférieur à la moyenne régionale de **18 %**, a favorisé l'inclusion économique et la conformité. Dans l'ensemble, l'approche de l'Éthiopie associe gestion durable de la dette et réforme fiscale inclusive, dans l'objectif d'élargir l'assiette fiscale, de renforcer la liquidité et d'assurer la stabilité budgétaire à long terme.

Les échanges ont mis en lumière le rôle essentiel des centres de recherche dans la production et la diffusion de connaissances permettant d'éclairer les politiques publiques et de prévenir de futures crises de la dette, telles que celles qu'a connues l'Afrique dans les années **1980 et 1990**. Il est également important de veiller à ce que les produits de recherche ne soient pas seulement techniquement solides, mais qu'ils soient effectivement intégrés dans les processus décisionnels. L'objectif est d'aider les gouvernements à identifier des solutions techniques susceptibles d'améliorer l'efficacité de l'endettement, en veillant à ce que les fonds empruntés contribuent véritablement à la croissance économique et au développement. La préoccupation fondamentale ne réside pas dans le volume global de la dette d'un pays, mais dans la capacité de cette dette à produire des effets tangibles et positifs sur l'économie.

Il a été observé que, si les think tanks peuvent proposer des solutions fondées sur des données probantes, leur efficacité dépend largement de leur capacité de plaider et de leur engagement auprès des décideurs. Souvent, les responsables publics n'exploitent pas pleinement les résultats de la recherche, ce qui conduit à des pratiques d'endettement inefficaces ou motivées par des considérations politiques. Un exemple a été cité, dans lequel un comité technique évalue et valide les décisions d'emprunt du gouvernement en fonction de la capacité de remboursement. Toutefois, des pressions politiques peuvent parfois conduire à des engagements pris en dehors des cadres institutionnels établis. Il a été conclu que les think tanks doivent renforcer leurs efforts de plaider afin de garantir que leurs produits de connaissance influencent de manière significative les décisions publiques et favorisent une gestion de la dette responsable et efficace.

Points clés à retenir

- Promouvoir un endettement responsable et un développement résilient, en cohérence avec les objectifs socio-économiques à long terme du continent.
- L'Afrique doit élaborer des mécanismes de financement innovants et locaux afin de réduire sa dépendance à l'emprunt extérieur.
- Les pays africains doivent gérer la dette de manière durable en améliorant la qualité de l'endettement, la transparence et les systèmes de données, notamment en renforçant les capacités statistiques pour une meilleure planification budgétaire et de meilleures décisions d'emprunt.
- Renforcer le financement en monnaie locale afin de réduire les risques de change et promouvoir des produits de financement en fonds propres à l'échelle nationale, y compris la titrisation et les techniques de transfert de risques, pour accroître la résilience financière.
- La croissance économique durable de l'Afrique et la gestion de la dette dépendent de l'adoption de nouvelles approches innovantes par les décideurs, les investisseurs et les acteurs financiers, du renforcement de la mobilisation des recettes intérieures, de l'amélioration des systèmes de données et de la participation inclusive de la société civile.

4. Session thématique parallèle 4 – Réinventer le renforcement des capacités pour une mobilisation efficace des ressources intérieures en Afrique

Le panel, animé par Danford Sango, responsable du renforcement des capacités à la Fondation pour la recherche économique et sociale (ESRF), a examiné les changements nécessaires dans les approches du renforcement des capacités en Afrique afin de répondre aux réalités actuelles en matière de mobilisation des ressources nationales

Principaux panélistes:

- Abdrahamane Dicko, Directeur des programmes et de l'impact, Fondation pour le renforcement des capacités en Afrique (ACBF)
- Rajul Awasthi, Responsable mondial, Groupe de solutions sur la mobilisation des ressources intérieures, Pôle Gouvernance, Banque mondiale
- Andrzej Dabkowski, Chef de l'unité Performance et suivi UA-UE, Fondation Africa Europe
- Fatima Arib, Fondatrice et Présidente, Institut international pour la transition durable en Afrique
- Arthur Minsat, Chef d'unité pour l'Afrique, l'Europe et le Moyen-Orient et Économiste principal, Centre de développement de l'OCDE

Il a été souligné que les pays africains doivent s'approprier les initiatives de renforcement des capacités en matière de mobilisation des ressources intérieures afin de garantir qu'elles soient inclusives et adaptées aux contextes nationaux. Cette approche peut contribuer à remédier à la fragmentation des stratégies de mobilisation des ressources, à combler l'écart entre les attentes en matière de recettes et la réalité, ainsi qu'à renforcer l'adoption des innovations numériques. Le renforcement de l'apprentissage entre pairs, en particulier entre les unités de politique fiscale et les administrations, est essentiel pour identifier et partager les bonnes pratiques à l'échelle du continent. En outre, les efforts de renforcement des capacités doivent être alignés sur les programmes de réforme institutionnelle afin de répondre efficacement aux besoins évolutifs des institutions nationales et régionales. En définitive, l'établissement de réseaux solides entre les gouvernements, les think tanks et la société civile est crucial pour renforcer des systèmes complets de suivi et d'évaluation permettant de mesurer les progrès, d'identifier les lacunes et de favoriser l'apprentissage continu et l'amélioration.

Le lourd fardeau de la dette auquel sont confrontés les pays en développement a considérablement réduit leur espace budgétaire, limitant leur capacité à faire face aux chocs économiques et financiers. Cette situation appelle des investissements urgents dans le renforcement des capacités afin d'améliorer la mobilisation des ressources intérieures, ce qui permettrait non seulement d'assurer le service de la dette, mais aussi de financer les investissements en infrastructures indispensables à la transformation de l'Afrique.

Un renforcement des capacités véritablement transformateur doit porter sur l'exploitation des opportunités actuelles pour améliorer la gouvernance et le leadership, en veillant à ce que les réformes institutionnelles soient alignées sur les cadres mondiaux. Des approches holistiques, portées par la société civile, sont essentielles pour permettre aux acteurs non étatiques d'influencer le débat public et de renforcer la redevabilité. De plus, l'intégration des sciences comportementales et de la communication stratégique peut améliorer la conformité fiscale et renforcer la confiance du public, comme l'ont démontré des exemples réussis dans d'autres pays.

Moreover, the transformative potential of technology and artificial intelligence in bolstering Par ailleurs, le potentiel transformateur de la technologie et de l'intelligence artificielle dans le renforcement de la mobilisation des ressources intérieures ne saurait être ignoré. Des analyses de données renforcées et une infrastructure numérique améliorée pour l'administration fiscale peuvent faciliter la prise de décisions éclairées, optimiser la génération de recettes et réduire les inefficacités. En outre, la numérisation et l'innovation doivent être au cœur de l'agenda africain de renforcement des capacités. Il est essentiel d'institutionnaliser l'innovation de manière à refléter les besoins des groupes marginalisés et les contextes locaux dans les programmes de formation et les cadres politiques. Un renforcement des capacités véritablement inclusif doit intégrer des considérations sociales, économiques et culturelles grâce à des curricula adaptatifs et un accès équitable aux opportunités sur l'ensemble du continent.

Points forts des discussions :

- L'Afrique doit développer ses propres systèmes de renforcement des capacités, plutôt que de les importer. Les véritables succès en matière de mobilisation des ressources intérieures dépendront de modèles de renforcement des capacités conçus localement et adaptés aux contextes nationaux, plutôt que de solutions externes. Par exemple, le Modèle d'accélérateur institutionnel de l'ACBF intègre le développement du leadership local, l'apprentissage entre pairs et l'assistance technique adaptée aux institutions africaines.
- La transformation numérique peut accroître la capacité fiscale si elle s'accompagne de confiance. Les technologies (intelligence artificielle, chaînes de blocs et systèmes fiscaux numériques) peuvent révolutionner l'administration fiscale, mais leur impact repose sur la confiance du public et une bonne gouvernance, comme l'illustrent l'utilisation de la facturation numérique et de la déclaration électronique au Rwanda pour renforcer la conformité.
- Le développement du leadership dans la mobilisation des ressources intérieures constitue le maillon manquant. Le renforcement des capacités ne doit pas se limiter aux systèmes, mais également viser à développer des dirigeants capables de mettre en œuvre et de pérenniser les réformes.
- L'inclusion et la collaboration sont des impératifs. Une mobilisation efficace des ressources intérieures requiert l'inclusion de toutes les parties prenantes concernées, notamment les jeunes, les femmes et la société civile, afin de favoriser l'alignement des intérêts et une redevabilité partagée.

CONCLUSION – PRINCIPAUX ENSEIGNEMENTS

- **Le développement de l'Afrique doit être autofinancé et endogène.** L'ère de la dépendance à l'aide extérieure est révolue ; la réforme fiscale et la mobilisation des ressources intérieures sont désormais au cœur de la quête du continent pour l'indépendance économique et la souveraineté.
- **Les think tanks doivent être des moteurs d'action, et non de simples producteurs d'idées.** Leur rôle évolue : d'analystes et d'observateurs, ils deviennent des acteurs essentiels de la mise en œuvre, de l'innovation et des réformes responsables.
- **La reconstruction de la confiance entre citoyens et États est essentielle.** Un contrat social fonctionnel, dans lequel les citoyens constatent que leurs impôts se traduisent par des services publics tangibles, constitue le fondement de la conformité fiscale volontaire et d'une mobilisation durable des ressources intérieures.
- **L'institutionnalisation et la durabilité au-delà des cycles politiques sont indispensables.**

Les réformes de la gestion des finances publiques doivent être intégrées dans les systèmes et les institutions pour garantir leur continuité et dépasser les alternances politiques.

- **Une transformation inclusive et fondée sur les données probantes est incontournable.** L'accent mis sur l'inclusion des femmes et des jeunes, ainsi que sur l'utilisation des technologies, garantit un développement équitable, fondé sur des données probantes et préparé pour l'avenir du continent.







2.

REPENSER LES RECETTES: STRATÉGIES POUR UNE MOBILISATION EFFICACE DES RESSOURCES NATIONALES



S'appuyant sur les impératifs fondamentaux définis lors de la première journée, la deuxième journée du Sommet a porté sur les outils pratiques, **les technologies et les cadres de collaboration nécessaires pour impulser des changements concrets**. Le programme a été conçu de manière stratégique pour mettre en lumière le potentiel transformateur des technologies de pointe, le rôle indispensable des think tanks, de la société civile et des jeunes, ainsi que l'intégration stratégique des perspectives climatiques et de genre au cœur même des systèmes fiscaux.

Discours liminaire sur l'intelligence artificielle et l'innovation pour renforcer la mobilisation des ressources intérieures en Afrique

Eddie Mandhry, Directeur général du Sports AI Innovation Center, a prononcé le discours liminaire, mettant en avant le pouvoir transformateur de l'intelligence artificielle et de l'innovation pour renforcer la mobilisation des ressources intérieures en Afrique. La journée a débuté par une intervention prospective présentant l'intelligence artificielle non comme un concept lointain, mais comme un outil pratique capable de révolutionner dès aujourd'hui la gestion des finances publiques. La session a montré comment les flux de données croissants en Afrique, qu'il s'agisse du mobile money ou du commerce numérique, peuvent être convertis en informations exploitables. Mandhry a souligné que les technologies d'intelligence artificielle peuvent optimiser le recouvrement des recettes et améliorer la gestion budgétaire grâce à des analyses fondées sur les données, à l'analytique prédictive et à l'automatisation des processus. Il a appelé à une collaboration entre innovateurs technologiques, décideurs publics et institutions financières afin de créer un écosystème tirant parti de l'intelligence artificielle pour un développement durable, réduisant ainsi la dépendance aux financements extérieurs et favorisant la croissance économique sur le continent.

Lors de son intervention au deuxième jour du Sommet des think tanks, Eddie Mandhry a insisté sur le potentiel transformateur de l'intelligence artificielle dans divers secteurs en Afrique. Il a illustré la manière dont l'intelligence artificielle peut renforcer l'action des gouvernements africains en prévoyant les résultats, en détectant les fraudes et en simulant les décisions politiques avant leur mise en œuvre, améliorant ainsi l'efficacité de la gouvernance et des services publics. « L'IA n'est plus expérimentale », a affirmé Mandhry. « Elle a la capacité de financer l'avenir de l'Afrique et de donner à nos institutions publiques les moyens de mieux servir les citoyens, avec l'éthique et la collaboration au cœur de son utilisation. »

Mandhry a également souligné que l'intégration réussie de l'intelligence artificielle dans la gestion des finances publiques dépend de la mise en place de systèmes de données robustes et intégrés. Il a insisté sur l'importance d'une gouvernance éthique pour garantir que les applications d'intelligence artificielle soient conçues et déployées de manière responsable, en donnant la priorité aux droits humains et aux besoins des communautés. Il a en outre plaidé pour des partenariats solides entre les secteurs public et privé, essentiels pour développer des solutions qui soient non seulement technologiquement avancées, mais aussi adaptées aux contextes locaux. En favorisant ces efforts collaboratifs, Mandhry estime que les stratégies fondées sur l'intelligence artificielle peuvent rester centrées sur l'humain, répondre efficacement aux défis propres aux pays africains et contribuer, en définitive, à un développement durable sur l'ensemble du continent.

Messages clés du discours liminaire

- Pouvoir transformateur de l'IA : l'intelligence artificielle améliore effectivement la gouvernance et la prestation des services publics dans divers secteurs en Afrique.

- Préviction et détection de la fraude : l'IA peut aider les gouvernements à prévoir les résultats, à détecter les fraudes et à simuler les décisions politiques.
- Éthique et collaboration : l'accent doit être mis sur les pratiques éthiques et la collaboration dans la mise en œuvre de l'IA afin de répondre en priorité aux besoins du public.
- Systèmes de données intégrés : des systèmes de données robustes sont essentiels pour tirer parti de l'IA dans la gestion des finances publiques.
- Gouvernance responsable : une gouvernance éthique est indispensable pour protéger les droits humains dans l'application de l'IA.
- Importance des partenariats : les partenariats public-privé sont cruciaux pour développer des solutions d'IA adaptées et centrées sur l'humain.
- Développement durable : l'IA peut contribuer au développement durable et réduire la dépendance aux financements extérieurs.

ENTRETIEN INFORMEL : EXPLOITER L'INTELLIGENCE ARTIFICIELLE ET LA TRANSFORMATION NUMÉRIQUE POUR UNE MOBILISATION EFFICACE DES RESSOURCES INTÉRIEURES

Hôte : Shimeles Lemma, Maître de cérémonie du Sommet

Invitées :

- Louise Kalisa Ingabire, Commissaire à la technologie de l'information et à la transformation numérique, Rwanda Revenue Authority (RRA)
- Holy Ranaivozanany, Directrice exécutive adjointe, Fondation Africa Europe

Des exemples concrets ont mis en évidence les applications pratiques de l'intelligence artificielle pour renforcer la mobilisation des ressources intérieures et la gouvernance fiscale dans plusieurs pays. Au Sénégal, un programme novateur utilise l'intelligence artificielle et l'imagerie satellitaire pour identifier les propriétés non enregistrées, ce qui a permis de tripler le taux de conformité à l'impôt foncier et de générer des millions en recettes nouvelles. Cette initiative illustre la manière dont la technologie peut être utilisée pour améliorer le recouvrement fiscal et renforcer la redevabilité budgétaire.

De même, l'intégration de l'intelligence artificielle dans le système e-Tax du Rwanda a transformé les processus de déclaration fiscale, réduisant les délais de soumission de plus de 90 % et améliorant considérablement les taux de conformité. La politique nationale du pays en matière d'intelligence artificielle constitue une référence en matière de gouvernance éthique et de protection des données, témoignant d'un engagement clair en faveur d'une avancée technologique responsable dans l'administration publique. Par ailleurs, au Liban, l'IA est utilisée pour la vérification des déclarations fiscales, ce qui a renforcé la transparence et réduit les cas de fausses déclarations financières. Cette initiative montre comment les outils d'IA peuvent favoriser une plus grande intégrité au sein des systèmes fiscaux.

La session a souligné le changement d'échelle permis par l'intelligence artificielle, faisant évoluer les systèmes publics d'une simple automatisation vers une capacité proactive d'anticipation des résultats. En utilisant l'IA pour simuler les effets des politiques fiscales avant leur mise en œuvre, les gouvernements peuvent prendre des décisions plus éclairées, favorisant la croissance économique et renforçant la confiance du public dans la gestion budgétaire. Cette approche prospective optimise non seulement la mobilisation des ressources, mais aligne également l'action publique sur les réalités économiques vécues par les citoyens, ouvrant la voie à une gouvernance plus efficace.

Des exemples concrets ont été présentés :

- Au Sénégal, l'intelligence artificielle et l'imagerie satellitaire sont utilisées pour détecter les propriétés non enregistrées ; un programme pilote qui a triplé la conformité à l'impôt foncier et généré des millions en recettes nouvelles.
- L'intégration de l'intelligence artificielle dans le système e-Tax du Rwanda a réduit les délais de déclaration fiscale de plus de 90 % et amélioré de manière significative la conformité. La politique nationale du pays en matière d'intelligence artificielle a été présentée comme une référence en matière de gouvernance éthique et de protection des données.
- Au Liban, l'utilisation de l'intelligence artificielle pour la vérification des déclarations fiscales a été citée comme ayant renforcé la transparence et réduit les cas de fausses déclarations financières.

La session a souligné que l'intelligence artificielle permet aux systèmes publics de passer de la simple automatisation à l'anticipation, offrant aux gouvernements la possibilité de simuler l'impact des politiques fiscales avant leur mise en œuvre et de prendre des décisions plus éclairées, favorables à la croissance.



SÉANCES AVEC LES PARTIES PRENANTES : LES PILIERS D'UN ÉCOSYSTÈME REDEVABLE

Une série de sessions parallèles des parties prenantes a exploré les rôles essentiels des différents acteurs de la chaîne de valeur de la gestion des finances publiques. Ces sessions ont offert une plateforme permettant aux participants d'engager des échanges approfondis sur la manière dont les divers acteurs — organismes publics, organisations de la société civile et secteur privé — contribuent à la mise en place d'un système de gestion financière plus transparent et redevable. Chaque session a examiné des thèmes clés, notamment l'importance de la collaboration, le partage des bonnes pratiques et la mise en œuvre d'approches innovantes pour renforcer la redevabilité budgétaire.

1. Session parallèle des parties prenantes 1 – Engagement des jeunes dans la mobilisation des ressources intérieures : préparer les futurs leaders de la souveraineté fiscale

Modérateur: Thabo Sacolo; Directeur exécutif, Eswatini Economic Policy Analysis and Research Centre (ESEPARC)

Panélistes:

- Kidist Gebreamlak, Co-fondatrice et Directrice générale, Eleos Groups & Zero-One-Zero-One Tech
- Abraham Rugo Muriu, Directeur exécutif, Bajeti Hub
- Sam Muradzikwa, Chef régional, Politique sociale, Moyen-Orient et Afrique du Nord, UNICEF
- Fréjus Lingue, Directeur fondateur et Expert principal, GSF Global Advisors
- Yacine Bio Tchane, Responsable de la ligne de services en gestion des finances publiques, Genesis Analytics

Points clés abordés

A. Les jeunes comme partenaires essentiels de la gouvernance fiscale : Les intervenants ont souligné que les jeunes ne représentent pas seulement l'avenir — ils jouent dès à présent un rôle déterminant dans l'élaboration de la gouvernance fiscale et de la redevabilité. En Afrique, l'âge médian est d'environ 19,7 ans. Dans de nombreux pays africains, plus de la moitié de la population a moins de 20 ans. En Éthiopie, par exemple, les adolescents et les jeunes âgés de 10 à 29 ans représentent environ 42 % de la population. En République démocratique du Congo, près de 49 % de la population âgée de 15 à 29 ans constitue ce que l'on qualifie de « bulge des jeunes ». Compte tenu de ces réalités démographiques, l'inclusion significative des jeunes dans la gouvernance fiscale n'est pas optionnelle — c'est une nécessité démographique, un impératif stratégique et une obligation morale. Leur énergie, leur maîtrise du numérique et leur exigence de transparence font des jeunes des moteurs essentiels d'une fiscalité équitable et d'une redevabilité publique renforcée.

B. Transformation numérique et engagement sans frontières : La génération née avec le numérique transforme les modes de participation civique et de redevabilité. Les mouvements de jeunes au Kenya — y compris les mobilisations sur TikTok et Twitter autour des protestations liées au projet de loi financier de 2024 — montrent que les plateformes numériques sont désormais des espaces centraux pour l'engagement civique, dépassant

les frontières géographiques et hiérarchiques traditionnelles. Les gouvernements doivent reconnaître ces espaces numériques comme des forums légitimes pour le débat et l'élaboration des politiques.

C. Technologie et entrepreneuriat pour l'innovation fiscale : Les initiatives entrepreneuriales et technologiques pilotées par les jeunes peuvent moderniser la conformité fiscale et la mobilisation des ressources intérieures grâce à l'intelligence artificielle, aux fintech et aux outils fondés sur les données. Toutefois, les jeunes innovateurs se heurtent à des obstacles tels que l'accès limité aux ressources et des codes fiscaux obsolètes (notamment en Éthiopie, où de nombreuses start-up demeurent informelles en raison d'un manque de cadres réglementaires). La collaboration entre gouvernements et jeunes innovateurs est essentielle pour exploiter leur potentiel au service de systèmes de gestion des finances publiques plus transparents et efficaces

D. Le Kenya comme modèle d'engagement budgétaire piloté par les jeunes: Des organisations kenyanes telles que Budget Talk Global et les « budget hubs » locaux démontrent comment les jeunes peuvent démocratiser les processus budgétaires en utilisant la technologie et les réseaux sociaux. Les jeunes recourent à la radio, à TikTok



et à Twitter pour demander la redevabilité, diffuser des données budgétaires dans les langues locales et influencer la politique fiscale aux niveaux national et communautaire. La leçon clé est que les budgets comportent des dimensions techniques et politiques ; il est donc essentiel que les jeunes développent des compétences techniques tout en s'organisant collectivement pour exercer une influence politique.

E. L'UNICEF et l'appui mondial à l'inclusion fiscale des jeunes : Les organisations internationales (telles que l'UNICEF) considèrent l'inclusion des jeunes comme un « multiplicateur de force » qui renforce la légitimité, la confiance et l'efficacité des investissements sociaux, notamment dans l'éducation et la santé. Au Kenya, par exemple, un « économiste TikTok » a collaboré avec l'autorité fiscale nationale pour concevoir des campagnes de sensibilisation fiscale adaptées aux jeunes – un modèle d'engagement créatif. Les partenaires internationaux ont souligné que la gouvernance fiscale sans participation des jeunes est incomplète et manque de légitimité.

Cette session dynamique a repositionné les jeunes comme des partenaires actuels essentiels de la gouvernance, et non comme de simples leaders à venir. Elle a appelé à considérer les jeunes comme des cocréateurs de solutions plutôt que comme de simples consultés. Les principaux points de discussion sont résumés ci-après :

- La discussion sur l'inclusion des jeunes dans la gouvernance fiscale et la mobilisation des ressources intérieures a mis en évidence le rôle déterminant des jeunes en tant qu'innovateurs, leaders numériques et défenseurs de la redevabilité dans la construction de l'avenir économique de l'Afrique. Dans certains pays, les jeunes représentent jusqu'à 75 % de la population ; leur engagement dans les finances publiques et l'élaboration des politiques est donc essentiel pour renforcer la transparence, l'équité et la pertinence des décisions publiques.
- La technologie et l'entrepreneuriat ont été identifiés comme des leviers clés pour améliorer la conformité fiscale, l'efficacité et le contrôle citoyen, même si des obstacles à l'intégration des systèmes persistent. Les panélistes ont souligné que les initiatives budgétaires et de plaidoyer pilotées par les jeunes, appuyées par les plateformes numériques et les radios communautaires, peuvent renforcer la redevabilité et la confiance du public.
- L'établissement de partenariats durables entre gouvernements, société civile et organisations de jeunesse a été considéré comme essentiel pour amplifier l'impact, accompagné de formations en littératie financière, en analyse médico-légale et en éducation civique. Le rapprochement des jeunes innovateurs avec les ministères des finances et de la planification, la promotion de mécanismes de financement innovants tels que les fonds d'investissement pour les jeunes et l'intégration de l'éducation fiscale dans les programmes académiques ont été identifiés comme des voies permettant d'habiliter les jeunes à devenir co-auteurs des budgets et des contribuables responsables. En définitive, une inclusion significative des jeunes dans la gouvernance fiscale peut renforcer les investissements sociaux, promouvoir la transparence et positionner la jeunesse africaine comme un acteur central de la transformation économique responsable et inclusive.
- Des études de cas provenant du Maroc, du Kenya et de l'Éthiopie ont montré comment des organisations dirigées par des jeunes favorisent la transparence budgétaire et l'engagement civique en utilisant les médias sociaux et les plateformes numériques pour le plaidoyer et la mobilisation. La discussion a réaffirmé que le processus budgétaire est à la fois technique et politique, ce qui exige que les jeunes participent non seulement à l'analyse, mais aussi au plaidoyer et à la cocréation des politiques fiscales.

Le renforcement de la littératie financière et du développement des compétences a été jugé indispensable pour permettre aux jeunes de participer efficacement à la gouvernance fiscale et de demander des comptes aux gouvernements. Les participants ont également souligné l'importance d'organiser et structurer l'engagement des jeunes afin d'assurer un impact durable et une influence à long terme dans la construction de systèmes de finances publiques inclusifs, transparents et redevables à travers l'Afrique.

Des discussions ont émergé les étapes concrètes suivantes :

- Mettre en place des cadres ouverts de données fiscales.
- Créer des « bacs à sable » d'innovation.
- Promouvoir les partenariats public-privé.
- Engager les jeunes dès les premiers stades des processus politiques.
- Développer des mécanismes de financement innovants.
- Introduire des programmes de littératie financière dans l'enseignement primaire.
- Soutenir les initiatives menées par les jeunes.
- Instaurer une culture d'intégrité et de responsabilité.

En résumé, les échanges ont souligné que la jeunesse africaine possède un potentiel immense pour transformer la gouvernance fiscale grâce à l'innovation, à la technologie et à l'engagement civique. En dotant les jeunes de compétences financières, de capacités numériques et d'opportunités de participation significative, les gouvernements peuvent renforcer la redevabilité, la transparence et la confiance dans les systèmes de finances publiques. Le dialogue a mis en évidence que les jeunes ne doivent pas être considérés uniquement comme des bénéficiaires, mais comme des partenaires actifs et des co-auteurs des stratégies nationales de développement. Un engagement structuré, une collaboration avec les ministères des finances et l'utilisation de plateformes numériques pour le plaidoyer ont été identifiés comme des leviers essentiels pour garantir que les voix des jeunes influencent des politiques reflétant leurs réalités et leurs aspirations. En définitive, l'autonomisation des jeunes dans la gouvernance fiscale constitue à la fois un impératif démocratique et un investissement stratégique pour un avenir africain durable et inclusif..



2. Session parallèle des parties prenantes 2 : Collaboration pour l'impact – Mobiliser la société civile dans les réformes de la gestion des finances publiques pour une mobilisation efficace des ressources intérieures

Modérateur : Boubacar Macalou, Coordonnateur, Groupe de Recherche Actions pour le Développement (GRAD)

Panélistes:

- Abebe Chekol, Directeur adjoint, Plaidoyer et communications programmatiques, Fondation Gates
- Diana Gichengo, Directrice exécutive, The Institute for Social Accountability
- Drissa Ouattara, Directeur exécutif, Centre d'Information, de Formation et d'Études sur le Budget (CIFOEB)
- Mohamed Salat Osman, Chargé de programme, Gouvernance économique et sociale, Fondation pour le renforcement des capacités en Afrique (ACBF)
- Amadou Kanouté, Directeur exécutif, Institut panafricain pour la citoyenneté, les consommateurs et le développement (CICODEV)

Points clés à retenir de la session :

- **La société civile renforce la redevabilité, la transparence et la justice fiscale :** le Kenya et le Burkina Faso illustrent des initiatives budgétaires citoyennes et des audits menés par des organisations de la société civile.
- **La collaboration entre gouvernement, société civile et think tanks** consolide la légitimité fiscale : la Somalie et l'Éthiopie mettent en avant des examens conjoints de performance budgétaire, des dialogues politiques et le partage de données probantes.
- **L'engagement citoyen renforce la mobilisation des ressources intérieures :** les organisations de la société civile peuvent sensibiliser le public aux ratios impôts/PIB et diffuser des expériences internationales.
- **La participation institutionnalisée des citoyens améliore la cocréation des politiques :** les organisations de la société civile doivent être intégrées à toutes les étapes du cycle budgétaire.
- **Le renforcement des capacités et de l'indépendance des organisations de la société civile :** la Fondation Gates et les réseaux régionaux appuient l'innovation numérique, le plaidoyer fondé sur les données et des plateformes de recherche indépendantes pour les organisations de la société civile.

Points clés abordés

- La société civile garantit la redevabilité, la transparence et la justice fiscale : le Kenya et le Burkina Faso montrent comment les initiatives budgétaires citoyennes et les audits budgétaires menés par les organisations de la société civile renforcent la transparence. Les citoyens demandent une fiscalité équitable, juste et culturellement adaptée (comme l'a souligné le représentant du Sénégal).
- La collaboration entre gouvernement, société civile et think tanks consolide la légitimité fiscale : la Somalie et l'Éthiopie ont souligné que les examens de performance budgétaire, le dialogue politique et le partage de données probantes doivent être menés conjointement. Le Burkina Faso a institutionnalisé cette collaboration — les organisations de la société civile travaillent désormais directement avec la commission parlementaire du budget et le ministère des finances.

- L'engagement citoyen renforce la mobilisation des ressources intérieures : face à la baisse des financements extérieurs, des pays comme l'Éthiopie ont mis en avant la nécessité de mobiliser les ressources intérieures — les organisations de la société civile peuvent sensibiliser le public aux ratios impôts/PIB et partager des expériences internationales.
- La participation institutionnalisée des citoyens améliore la cocréation des politiques : en passant de la consultation à la cocréation, les organisations de la société civile doivent être intégrées à toutes les étapes du cycle budgétaire — planification, allocation, suivi et évaluation. L'expérience de TISA (The Institute for Social Accountability) au Kenya démontre comment le dialogue communautaire et les tableaux de bord citoyens favorisent la transparence et la résolution collaborative des problèmes. Au Burkina Faso, le Cadre de concertation des organisations de la société civile intervenant dans les finances publiques, ainsi que le modèle de révision budgétaire de la société civile en Somalie (« Civil Society Budget Review Model »), montrent comment les organisations de la société civile peuvent fournir des données, des contributions politiques et des analyses budgétaires indépendantes.
- Le renforcement des capacités et de l'indépendance des organisations de la société civile est crucial pour leur impact : le renforcement des capacités, l'apprentissage entre pairs et les compétences en analytique des données sont essentiels pour permettre aux organisations de la société civile d'influencer efficacement les politiques fiscales. La Fondation Gates et les réseaux régionaux soutiennent l'innovation numérique, le plaidoyer fondé sur les données et les plateformes de recherche indépendantes des organisations de la société civile.

De manière générale, la session a montré comment les organisations de la société civile au Kenya, au Burkina Faso et au Sénégal jouent un rôle essentiel de vigie et de plaidoyer. L'institutionnalisation de la collaboration, où les organisations de la société civile travaillent directement avec les commissions parlementaires du budget et les ministères des finances, a démontré qu'elle renforce la légitimité fiscale, la transparence et la cocréation des politiques.

3. Session parallèle des parties prenantes 3 : Les think tanks comme catalyseurs : Stimuler l'innovation par la recherche en gestion des finances publiques

La Session parallèle des parties prenantes 3 a porté sur le rôle essentiel des think tanks et des institutions de recherche en tant que moteurs d'innovation dans la gestion des finances publiques. La session a examiné comment la recherche fondée sur des données probantes, l'engagement politique et la collaboration institutionnelle peuvent améliorer la gouvernance fiscale, renforcer la redevabilité et accroître l'efficacité des dépenses publiques. Les participants issus d'organismes publics, du monde universitaire, de la société civile et de partenaires au développement ont discuté du rôle évolutif des think tanks en tant qu'intermédiaires du savoir et influenceurs des politiques, capables de combler le fossé entre la recherche et les réformes du secteur public. Les échanges ont souligné que, dans un contexte de défis économiques complexes et de pressions budgétaires, les analyses fondées sur les données et l'innovation sont indispensables pour atteindre des résultats de développement durables.

Modérateur: Barnabe Okouda; Directeur exécutif, Cameroon Policy Analysis and Research Center (CAMERCAP)

Panelists:

- Emmanuel Akwetey; Directeur exécutif, Institute for Democratic Governance (IDEG)
- Sarah Ssewanyana; Directrice exécutive, Economic Policy Research Centre (EPRC)
- Alban Ahoure; Directeur exécutif, Cellule d'analyse de politiques économiques du CIRES (CAPEC)

Points clés :

- Les think tanks traduisent des données complexes en analyses exploitables pour l'élaboration des politiques publiques.
- La collaboration entre gouvernement, milieu universitaire et société civile renforce l'innovation fiscale.
- Les données ouvertes et les outils numériques renforcent la transparence et la surveillance citoyenne.
- Un financement durable et l'inclusivité sont essentiels pour un impact à long terme.

Points clés à retenir de la session

La troisième session parallèle des parties prenantes s'est concentrée sur le rôle des groupes de réflexion et des instituts de recherche en tant que moteurs de l'innovation dans la gestion des finances publiques (GFP). Elle a examiné comment la recherche fondée sur des données probantes, l'engagement politique et la collaboration institutionnelle peuvent améliorer la gouvernance budgétaire, renforcer la responsabilité et améliorer l'efficacité des dépenses publiques. Les groupes de réflexion servent de catalyseurs de l'innovation, en produisant des données de recherche qui éclairent la prise de décisions budgétaires judicieuses. Ils apportent une indépendance, une capacité d'analyse et une expertise intersectorielle qui font souvent défaut aux gouvernements au niveau interne.

Leurs principales contributions incluent la réalisation de recherches utiles aux politiques pour soutenir une allocation et une gestion des dépenses plus efficaces, la traduction de données complexes en analyses exploitables pour les décideurs et les parties prenantes, la mise en place de plateformes de dialogue reliant gouvernement, milieu universitaire et société civile sur les enjeux fiscaux, ainsi que le suivi et l'évaluation de l'efficacité des réformes fiscales et des initiatives de transparence budgétaire.

Les analyses fondées sur la recherche sont essentielles pour identifier les inefficacités, concevoir des réformes efficaces et améliorer les résultats budgétaires. L'innovation en gestion des finances publiques émerge lorsque les données, la technologie et les politiques sont intégrées grâce à une recherche rigoureuse et à la collaboration. Les thèmes clés mis en avant comprennent la budgétisation fondée sur des données probantes, la transparence fiscale et l'engagement citoyen, la transformation numérique et la recherche comportementale. Les think tanks contribuent non seulement à l'innovation, mais également à l'apprentissage institutionnel et à la cohérence des politiques publiques.

Le renforcement de la collaboration entre chercheurs et décideurs est crucial pour traduire les résultats de la recherche en politiques concrètes. Les think tanks doivent intervenir dès les premières étapes du cycle décisionnel, institutionnaliser les partenariats avec les administrations par des groupes de travail conjoints, des conseils consultatifs et des programmes de recherche, et utiliser des stratégies de communication efficaces pour atteindre les décideurs. Parmi les modèles de collaboration réussis figurent les programmes de réforme fiscale co-conçus, les projets de recherche conjoints et les réseaux régionaux de connaissances reliant les think tanks africains aux meilleures pratiques internationales.

Cependant, plusieurs défis continuent de limiter le plein potentiel des think tanks dans l'influence des politiques fiscales : des contraintes de financement qui fragilisent l'indépendance et la continuité de la recherche, un accès limité à des données de qualité et un partage d'informations

souvent irrégulier de la part des institutions publiques, ainsi que des mécanismes faibles de prise en compte des résultats de recherche dans les politiques. Ces défis représentent néanmoins des opportunités pour repenser le rôle de la recherche dans la gouvernance. Les participants ont appelé à mettre en place des modèles de financement durable pour les think tanks, fondés sur des ressources nationales et régionales, à promouvoir des initiatives de données ouvertes pour améliorer l'accès à l'information fiscale, et à renforcer les capacités en matière de recherche interdisciplinaire.

Des exemples régionaux et internationaux ont illustré le rôle catalyseur des think tanks dans divers pays. Au Kenya, une collaboration avec le ministère des finances a abouti à la création de guides budgétaires citoyens. Au Ghana, des cadres de fiscalité numérique pour les transactions de mobile money ont été élaborés grâce à la recherche. En Finlande, l'intégration de travaux de recherche indépendants dans l'élaboration des politiques fiscales a été soulignée. En Afrique du Sud, un partenariat entre les universités et l'administration fiscale a permis de développer des outils basés sur l'intelligence artificielle pour suivre la conformité fiscale et l'efficacité des dépenses.

La session a mis en avant des exemples concrets. En Côte d'Ivoire, les travaux de la CAPEC ont conduit à une réforme de la loi sur les investissements. Au Ghana, l'IDEG a institutionnalisé la participation citoyenne dans le dialogue fiscal. En Ouganda, une collaboration formelle entre l'EPRC et l'autorité fiscale a permis que la recherche éclaire directement la politique budgétaire. Le message clé est que les think tanks transforment des données complexes en recommandations politiques exploitables.

La session a conclu que les think tanks ne sont pas des observateurs périphériques, mais des acteurs centraux de la transformation fiscale. Leur capacité à combiner recherche rigoureuse, innovation et engagement des parties prenantes les positionne comme des agents clés pour renforcer les systèmes africains de gestion des finances publiques. En promouvant l'élaboration de politiques fondées sur des données probantes, la transparence et la collaboration, les think tanks peuvent aider les gouvernements à bâtir des institutions fiscales résilientes et réactives. Comme l'ont souligné les participants : « Lorsque la recherche devient le fondement de la gouvernance, l'innovation suit naturellement et la redevabilité devient durable. »

4. Session parallèle des parties prenantes 4 : Une gestion des finances publiques sensible au climat et au genre: des engagements aux résultats

La session, modérée par **Mme Jane Karonga**, visait à engager des discussions urgentes et pratiques pour faire passer l'Afrique des engagements aux résultats concrets en matière de gestion des finances publiques sensible au climat et au genre. Elle cherchait à mettre en évidence l'intégration des perspectives de genre et de climat comme éléments essentiels d'une gestion durable des finances publiques, à présenter des innovations et expériences pratiques issues d'institutions africaines, à examiner les mécanismes de redevabilité et de suivi permettant de garantir que les engagements politiques se traduisent par des impacts mesurables, et à formuler des recommandations pour institutionnaliser la budgétisation sensible au genre et au climat à travers l'Afrique. L'objectif ultime était de renforcer la capacité du continent à prendre des décisions éclairées en faveur de l'égalité de genre et de la résilience climatique.

Modératrice : Jane Karonga; Economist, Économiste, Division de l'intégration régionale et du commerce, Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique (CEA)

Panélistes:

- Botho Keba Bayendi, Directrice, Planification stratégique et exécution, Commission de l'Union africaine
- Ali Abdi, Directeur général, Horn Economic and Social Policy Institute (HESPI)
- Fatima Arib, Fondatrice et Présidente, Institut international pour la transition durable en Afrique
- Fode Ndiaye, Fondateur et Président, Centre d'Excellence pour le Leadership et le Management pour le Développement de l'Afrique (CELMAD)

Principaux points à retenir

- **L'intégration du climat et du genre est une question de survie économique.** Selon l'Organisation météorologique mondiale, les pays africains perdent en moyenne 2 à 5 % de leur PIB en raison des effets du changement climatique (phénomènes météorologiques extrêmes, coûts d'adaptation).
- **Le leadership et la volonté politique sont déterminants.** Des pays comme le Rwanda et l'Éthiopie montrent qu'une transformation est possible lorsque le leadership traduit les engagements en pratiques institutionnalisées.
- **La donnée est un levier de pouvoir.** Sans données ventilées par genre et sensibles au climat, les politiques inclusives demeurent au stade du discours.
- **La participation citoyenne renforce la redevabilité.** Le Kenya et l'Ouganda démontrent que l'engagement citoyen favorise la confiance et la transparence.
- **L'Afrique doit financer son propre avenir.** Le financement intérieur et le renforcement des capacités institutionnelles, plutôt que la dépendance à l'aide extérieure, détermineront la résilience et l'autonomie du continent.

Idées clés des panélistes

Les intervenants ont estimé que l'Afrique se trouve à un moment décisif, où il devient impératif de traduire les engagements en matière de résilience climatique et d'égalité de genre en résultats mesurables. Bien que le continent contribue à moins de **4 %** des émissions mondiales, il subit pourtant de manière disproportionnée les effets du changement climatique, notamment les sécheresses, les inondations et la baisse de productivité agricole, qui affectent gravement les moyens de subsistance, en particulier ceux des femmes et des jeunes. Les disparités de genre continuent de freiner la croissance inclusive et la résilience.

Selon les panélistes, l'alignement des engagements sur les allocations réelles de ressources, à travers la budgétisation et les politiques fiscales, est indispensable pour que les stratégies dépassent le stade déclaratif. Ils ont averti que le coût de l'inaction pourrait entraîner l'appauvrissement de plusieurs dizaines de millions d'Africains d'ici 2030 en raison de l'insécurité alimentaire et des déplacements. Les systèmes fiscaux non sensibles au genre perpétuent les inégalités et affaiblissent la confiance dans les institutions publiques. Les jeunes Africains demandent des résultats concrets et une inclusion réelle ; ne pas répondre à ces attentes risque d'éroder davantage la confiance dans la gouvernance publique. Les intervenants ont également évoqué les risques économiques de l'inaction, notamment la stagnation, la vulnérabilité et la perte d'opportunités d'innovation.

Ils ont indiqué que la gestion des finances publiques doit évoluer, passant d'un simple instrument de contrôle budgétaire à un levier favorisant la résilience climatique et l'égalité de genre. La convergence des crises climatiques, sociales et économiques qui touchent le continent démontre le coût élevé de l'absence d'action. Les panélistes ont jugé essentiel d'intégrer les questions de genre dans les politiques climatiques ainsi que dans les processus de gouvernance et de budgétisation.

Les participants ont identifié plusieurs défis majeurs, dont la fragmentation des outils, l'insuffisance de données ventilées — particulièrement aux niveaux local et régional —, ainsi que des déficits de capacités techniques et de coordination intersectorielle. Ils ont appelé à des réformes profondes reposant sur les audits sociaux, le renforcement des capacités communautaires et un dialogue constructif entre les différents acteurs pour produire des résultats cohérents et opérationnels. Ils ont insisté sur l'urgence de passer des engagements aux impacts concrets, en particulier pour les femmes et les jeunes.

Ils ont également relevé que les besoins de financement dépassent largement les ressources disponibles. Dans plusieurs pays, jusqu'à 9 à 10 % des budgets nationaux servent à gérer les effets de la crise climatique. Ils ont souligné que la politique fiscale doit mieux intégrer les évaluations des risques climatiques, les coûts d'adaptation et les considérations liées au genre dans les cadres budgétaires à moyen et long termes. Par ailleurs, ils ont recommandé l'expansion des filets de protection sociale sensibles au genre pour soutenir les communautés les plus vulnérables.

Enfin, les panélistes ont rappelé l'importance de réduire la dépendance au financement extérieur et de renforcer la mobilisation des ressources intérieures, l'engagement du secteur privé et l'autonomisation des communautés locales. Ils ont cité des mécanismes efficaces de prévention et de préparation, tels que la politique d'alerte précoce et de gestion des risques de catastrophe en Éthiopie, qu'ils ont encouragé à reproduire et étendre.

Une action rapide et concertée est nécessaire dans un contexte mondial marqué par la volatilité et l'incertitude climatiques. Sans mesures efficaces d'atténuation et d'adaptation, les économies africaines s'exposent à des risques considérables : des études estiment que les pertes de PIB et de revenus pourraient atteindre des niveaux allant de quelques points à des pourcentages à deux chiffres d'ici le milieu ou la fin du siècle ; les revenus agricoles pourraient diminuer jusqu'à 30 % dans certains scénarios ; et les femmes, qui constituent une grande partie de la main-d'œuvre agricole, seraient particulièrement touchées.

La déclaration de l'Union africaine liant climat et paix rappelle que le changement climatique représente le plus grand défi auquel l'Afrique est confrontée et qu'il constitue une menace majeure pour la vie sur Terre. L'inaction pourrait compromettre les agendas de développement, notamment les Objectifs de développement durable et l'Agenda 2063, entraînant la rupture des contrats sociaux, la perte de la paix et de la justice, un recul du développement socioéconomique et une aggravation des inégalités de genre. Les intervenants ont également souligné que les conditionnalités de genre imposées par les mécanismes internationaux de financement climatique rendent l'action urgente non seulement pour favoriser l'inclusion et l'équité, mais aussi pour garantir l'accès aux ressources.

Principales questions issues des échanges

1. Renforcement des cadres juridiques et constitutionnels. Plusieurs intervenants ont insisté sur la nécessité de disposer d'instruments constitutionnels et juridiques intégrant explicitement la protection de l'environnement, la durabilité et l'égalité de genre. Les pays ont été encouragés à revoir et actualiser leurs constitutions afin d'y inclure des droits exécutoires relatifs au climat et à la durabilité. L'obligation de déclarations budgétaires sensibles au climat et au genre pour l'approbation parlementaire a été proposée comme outil concret de redevabilité.

2. Éducation et sensibilisation précoce. Le panel a souligné l'importance d'intégrer dans les programmes nationaux l'éducation climatique, l'égalité de genre, la littératie civique et la littératie financière dès le plus jeune âge. Une attention particulière a été accordée à l'éducation des filles et des jeunes femmes, qui sont disproportionnellement touchées par les effets du changement climatique.

3. Obstacles à l'intégration financière panafricaine. La lenteur des progrès concernant des institutions financières panafricaines clés, comme la Banque centrale africaine envisagée, a été attribuée aux retards de ratification et à la lenteur des actions parlementaires dans plusieurs États membres. Les participants ont souligné l'urgence de renforcer la volonté politique pour rendre ces institutions opérationnelles.

4. Alignement des budgets sur les priorités climatiques et de genre. Les intervenants ont rappelé que les engagements doivent être accompagnés d'une allocation réelle de ressources à travers les budgets nationaux et les politiques fiscales. Les gouvernements ont été encouragés à adopter des budgets réalistes et applicables, et à garantir la transparence des dépenses liées au climat et au genre. La mobilisation des ressources intérieures a été citée comme un levier essentiel pour un financement durable..

5. Redevabilité, transparence et participation publique. Les panélistes ont mis en avant la valeur des forums publics de présentation des dépenses climatiques et de genre par les gouvernements. Les évaluations ex post menées par les communautés et la société civile ont été jugées essentielles pour garantir des résultats. Le renforcement des canaux de communication et l'engagement civique actif ont été considérés comme nécessaires pour suivre les progrès et assurer la redevabilité.

6. Mise à l'échelle et pérennisation des initiatives réussies. Les intervenants ont appelé à instaurer des mécanismes permettant d'étendre les projets pilotes réussis aux niveaux national et continental. Une mise en œuvre efficace — c'est-à-dire joindre l'acte à la parole — exige des capacités techniques, une stabilité institutionnelle et un engagement politique. L'intégration systématique d'évaluations des impacts climatiques tout au long du cycle de programme, de la conception à l'exécution, a été jugée indispensable.

7. Pérennisation de la protection sociale et des acquis en matière d'égalité de genre. L'avenir des programmes d'alimentation scolaire et des initiatives sensibles au genre dépend d'un financement prévisible et d'un soutien politique intégré. Assurer la continuité à long terme suppose de recourir à des financements innovants, de renforcer les institutions et de favoriser la coordination entre gouvernements, partenaires et société civile.

RENFORCEMENT DE LA FONCTION DE CONTRÔLE ET DE REDEVABILITÉ DE LA GESTION DES FINANCES PUBLIQUES GRÂCE À LA COLLABORATION ENTRE LES INSTITUTIONS GOUVERNEMENTALES, LES THINK TANKS ET LES ORGANISATIONS DE LA SOCIÉTÉ CIVILE

La session a été ouverte par une allocution liminaire de S. E. M. Sufian Ahmed Bekar, ancien ministre des finances de l'Éthiopie, qui a souligné l'importance cruciale du thème pour le développement de l'Afrique. Il a posé le cadre de la discussion en rappelant que des systèmes solides de gestion des finances publiques sont essentiels pour la transparence budgétaire, le développement durable et une gouvernance responsable. Un thème central présenté a été la faiblesse identifiée dans les systèmes classiques de gestion des finances publiques : alors que les gouvernements portent la responsabilité première de la mobilisation et de l'allocation des ressources, les interactions avec les organes de contrôle sont souvent limitées et inefficaces. Ces organes comprennent les institutions supérieures de contrôle, les parlements, les think tanks, les organisations de la société civile et l'ensemble des citoyens. L'allocution liminaire a soutenu qu'un processus plus inclusif de formulation et de mise en œuvre des politiques financières n'est pas seulement bénéfique, mais indispensable pour intégrer les contributions de toutes les parties prenantes pertinentes et assurer un contrôle effectif.

Modérateur : Shimeles Lemma; hôte et animateur du Sommet

Conférencier principal :

S. E. M. Sufian Ahmed Beker, ancien ministre des Finances de l'Éthiopie

Panélistes :

- S. E. M. Hakim Ben Hammouda, ancien ministre des Finances de la Tunisie et Président du Global Institute 4 Transitions (GI4T)
- Marieme Gnagna Thiam, Responsable du renforcement des capacités et de la recherche en gestion des finances publiques, International Budget Partnership (IBP)
- Freddy Yves Ndjemba, Directeur général adjoint, Initiative de développement de l'INTOSAI (IDI)

Principaux points à retenir

- Favoriser une approche collaborative en matière d'audit et de gouvernance
- Donner la priorité à une administration ouverte et participative
- Instaurer une culture de la responsabilité par l'éducation

Le décor était ainsi planté pour une analyse approfondie de la manière dont la collaboration entre les gouvernements, les groupes de réflexion et les OSC peut être la clé pour combler ce déficit de responsabilité. La discussion a mis en avant :

- **La numérisation** pour assurer une transparence en temps réel entre les organismes publics.
- **L'adoption par voie législative de « budgets citoyens »**, comme en Tunisie, afin de rendre les dépenses publiques compréhensibles pour tous.
- **La formalisation du dialogue avec les voix critiques**, y compris l'opposition et les organisations de la société civile, afin de transformer la confrontation publique en dialogue technique constructif.
- **Un suivi collaboratif des audits**, dans lequel les partenaires non étatiques contribuent au suivi des mesures prises par le gouvernement à la suite des constatations des audits.

Réunissant d'anciens ministres, des parlementaires et des experts internationaux, la session a porté sur le rôle déterminant de la transparence et de la collaboration dans le renforcement de la gestion des finances publiques. Les panélistes ont décrit la transparence comme la pierre angulaire de la redevabilité, en soulignant qu'un contrôle effectif est impossible sans données budgétaires ouvertes. La numérisation s'est imposée comme un facilitateur clé, capable de fournir des données financières en temps réel, de combler les lacunes institutionnelles et d'élargir l'accès à l'information pour toutes les parties prenantes. Les participants ont également souligné l'importance de publier de manière proactive les documents budgétaires et les rapports d'audit dans des formats et langues accessibles pour renforcer la participation citoyenne et favoriser l'inclusion.

Les intervenants ont établi une répartition claire des rôles entre les différents acteurs afin de garantir un écosystème intégré de redevabilité. Les gouvernements ont été encouragés à adopter des approches participatives en créant des mécanismes structurés de dialogue avec la société civile et les think tanks. Les think tanks ont été reconnus comme des intermédiaires essentiels capables de traduire des informations financières complexes en analyses pratiques, tandis que les organisations de la société civile ont été mises en avant en tant que vigies plaidant pour l'équité et la redevabilité. Les parlements et les institutions supérieures de contrôle ont été encouragés à organiser des auditions publiques, à collaborer avec les organisations de la société civile et à systématiser le suivi des recommandations issues des audits. Ensemble, ces acteurs forment un réseau complémentaire indispensable pour assurer un contrôle efficace et impulser des réformes.

Les intervenants ont enfin abordé les obstacles aux réformes, notamment la résistance politique et le cloisonnement institutionnel, et ont appelé à une nouvelle génération de réformes de la gestion des finances publiques fondée sur la participation. Selon eux, si les réformes antérieures ont amélioré les systèmes techniques, elles ont souvent exclu les citoyens et les acteurs non étatiques. La prochaine phase doit être ouverte, fondée sur la technologie et inclusive. Le renforcement des capacités a été identifié comme un moteur essentiel, avec des formations adaptées pour les organisations de la société civile, les agents publics et les think tanks. Des modèles concrets tels que le « budget citoyen » en Tunisie, les forums de dialogue ouverts entre ministères et organisations de la société civile, ainsi que les cadres de suivi collaboratifs des audits ont été présentés comme des voies pratiques pour transformer la redevabilité de principe en pratique réelle.

Les panélistes ont formulé une recommandation opérationnelle chacun, établissant ainsi un programme clair pour les trois prochaines années :

1. Promouvoir une approche collaborative de l'audit et de la gouvernance : La priorité doit être que les gouvernements, les institutions supérieures de contrôle, les think tanks et les organisations de la société civile institutionnalisent formellement leur collaboration dans le suivi des conclusions d'audit et la promotion d'une gouvernance transparente.

2. Privilégier une administration ouverte et participative : Les gouvernements doivent s'engager publiquement et de manière consciente à ouvrir leurs processus. Cela implique notamment de créer des opportunités de dialogue ouvert, d'organiser des audiences publiques et de partager des informations de manière proactive avec les organisations de la société civile, les médias et les citoyens. Cela inclut la création d'espaces de dialogue ouvert, l'organisation d'auditions publiques et la diffusion proactive d'informations à l'intention des organisations de la société civile, des médias et des citoyens.

3. Instaurer une culture de redevabilité par l'éducation : Au-delà de la mise à disposition de l'information, il est nécessaire d'éduquer les citoyens et les organisations de la société civile à l'utiliser. Cela implique d'apprendre à lire un budget, à formuler des questions aux autorités et à participer de manière effective au processus budgétaire.

La session s'est conclue sur un consensus fort : la transparence, l'inclusion, l'engagement politique et la redevabilité ne sont pas des notions indépendantes, mais des piliers interdépendants. Leur renforcement exige un effort délibéré, collaboratif et soutenu de l'ensemble des secteurs de la société afin de garantir une gestion efficace des ressources publiques au service d'un développement équitable et durable en Afrique.

CONCLUSIONS FINALES

- I. **L'intelligence artificielle et les outils numériques apportent déjà une valeur tangible. Ils ne sont plus expérimentaux et ont démontré leur capacité à accroître la mobilisation des recettes, améliorer l'efficacité et renforcer l'équité et la transparence dans l'administration fiscale.**
- II. **Les jeunes et les organisations de la société civile sont au cœur d'une gouvernance responsable. Leur inclusion doit être structurée, significative et institutionnalisée ; ils ne sont pas des acteurs périphériques mais des piliers essentiels pour renforcer la confiance du public.**
- III. **La prise en compte du climat et du genre est un impératif économique. Leur intégration dans les budgets nationaux et les systèmes de gestion des finances publiques est essentielle pour renforcer la résilience, promouvoir l'équité et accéder aux financements climatiques internationaux.**
- IV. **Un contrôle efficace repose sur une collaboration multipartite. Les gouvernements, les institutions supérieures de contrôle, les think tanks et les organisations de la société civile doivent travailler de manière concertée pour garantir que chaque ressource publique soit comptabilisée et utilisée efficacement.**
- V. **L'Afrique doit financer son propre avenir. Cela implique une transition déterminée de la dépendance à l'aide extérieure vers une mobilisation accrue des ressources intérieures, des investissements de la diaspora et des partenariats avec le secteur privé.**





3.

UNIS POUR LE CHANGEMENT : RENFORCER LES PARTENARIATS POUR LA RÉUSSITE DE LA GESTION DES FINANCES PUBLIQUES



La dernière journée du Sommet a été consacrée à la consolidation des enseignements, des partenariats et des engagements forgés au cours des deux jours précédents, afin d'en faire une feuille de route concrète et opérationnelle. L'attention s'est résolument déplacée du diagnostic des défis et de l'exploration des solutions vers la mise en avant d'innovations tangibles et la formalisation des partenariats qui porteront la mise en œuvre au cours de l'année à venir.

IDÉES NOVATRICES POUR LES RÉFORMES DE LA GESTION DES FINANCES PUBLIQUES : ÉCLAIRAGES DES THINK TANKS, DES ENTREPRISES FINTECH, DES LABORATOIRES D'INNOVATION ET DES ORGANISATIONS DE LA SOCIÉTÉ CIVILE

La session a réuni des experts issus de la société civile, du secteur technologique, du milieu de la recherche et des administrations publiques afin d'examiner comment la numérisation, l'engagement citoyen et le plaidoyer collaboratif peuvent transformer les systèmes de gestion des finances publiques en Afrique. Elle a donné lieu à des échanges, des analyses et des exemples pratiques mettant l'accent sur des approches innovantes de la réforme de la gestion des finances publiques.

Maître de cérémonie : François Ndengwe, Fondateur, African Advisory Board

Panélistes principaux :

- Belema R. Obuoforibo, Présidente, Centre for Studies in African Taxation (CSAT)
- Amadou Kanouté, Directeur exécutif, Institut panafricain pour la citoyenneté, les consommateurs et le développement (CICODEV)
- Bridget Kelly, Vice-présidente pour l'Afrique australe et orientale, FreeBalance
- Valerie Traoré, Fondatrice et Directrice exécutive, Niyel

La session a mis en lumière le rôle déterminant de l'innovation, de la collaboration et de la numérisation dans l'avancement des réformes de la gestion des finances publiques en Afrique. Des exemples pratiques issus du Sénégal, du Kenya, de la Namibie et du Maroc montrent que des approches locales, fondées sur la technologie et centrées sur les citoyens, peuvent améliorer de manière significative la gestion des finances publiques, la prestation des services et la confiance envers les pouvoirs publics.

Thèmes et enseignements clés

Gestion des finances publiques et numérisation: La transformation numérique a été présentée comme une pierre angulaire de la modernisation des systèmes de gestion des finances publiques, avec un accent particulier sur la transition des anciens systèmes vers des plateformes numériques ouvertes. Ces systèmes sont essentiels pour renforcer la transparence, la redevabilité et l'interopérabilité entre institutions publiques, permettant ainsi une prise de décision plus efficace et fondée sur les données. La discussion a distingué les technologies financières (fintech) des technologies publiques (govtech) : les technologies financières relèvent de l'innovation portée par le secteur privé, visant l'accélération des transactions et l'inclusion financière, tandis que les technologies publiques sont conçues

spécifiquement pour répondre aux besoins de l'administration. Les solutions destinées au secteur public privilégient la conformité, l'alignement budgétaire, la transparence et la redevabilité. Les systèmes de gestion des ressources publiques de FreeBalance illustrent la manière dont la technologie peut être adaptée pour s'aligner sur les politiques publiques et les cycles budgétaires nationaux.

Exemples pratiques et innovations : Au Sénégal, Niyel a développé un système communautaire de couverture sanitaire dans lequel les chefs de village consacrent du temps quotidiennement à la gestion de l'assurance santé locale. L'État subventionne les coûts pour les groupes vulnérables, tandis que la Chambre de commerce facilite l'accès au marché des produits locaux, générant des revenus pour les mutuelles de santé. Cette initiative dirigée par les citoyens a permis à 80 % de la population rurale d'accéder à des services de santé de qualité.

Au Kenya et en Namibie, des modèles collaboratifs d'assainissement ont démontré l'impact de l'engagement communautaire. Le Kenya a introduit une redevance d'assainissement après un projet pilote concluant ; les recettes servent à améliorer les services d'assainissement locaux et à renforcer la confiance du public. En Namibie, les communautés ont fourni la main-d'œuvre tandis que l'État a fourni les matériaux, permettant à des jeunes de construire des infrastructures d'assainissement dans des quartiers informels, un modèle désormais étendu à l'échelle nationale.

En matière de réforme fiscale, il a été souligné que la numérisation des administrations fiscales constitue un pilier fondamental de la mobilisation des ressources intérieures. L'intelligence artificielle est utilisée pour améliorer les chatbots d'assistance aux contribuables, l'apprentissage automatique pour l'évaluation des risques et la sélection des audits, l'analytique prédictive pour la gestion de la dette fiscale, ainsi que les simulations d'impact pour éclairer les réformes fiscales.

Les stratégies de recherche et de plaidoyer efficaces reposent sur un alignement étroit entre les travaux menés, les défis sociétaux et les besoins des politiques publiques, ainsi que sur une mobilisation précoce et significative des parties prenantes. Elles exigent des méthodologies rigoureuses tirant parti des technologies modernes, notamment l'intelligence artificielle. Une communication claire et une diffusion stratégique ont été considérées comme essentielles, de même que la conduite d'analyses longitudinales ou comparatives permettant de proposer des solutions durables. En complément, le plaidoyer collaboratif, illustré par le programme de bourse de neuf mois de Niyel, favorise la cocréation entre organisations de la société civile, représentants du secteur informel et décideurs publics, permettant l'élaboration conjointe de solutions inclusives fondées sur des données probantes.

Consolidation de la confiance dans les institutions publiques : Les intervenants ont souligné que la gouvernance exige la création d'espaces publics de dialogue, l'assurance que les actions gouvernementales produisent des résultats perceptibles pour la population et l'utilisation du plaidoyer fondé sur des données probantes pour éclairer les politiques publiques. Au Sénégal, par exemple, une étude de quinze ans consacrée aux investissements publics dans la jeunesse, l'agriculture et la santé a permis de dégager des solutions fondées sur un consensus, démontrant comment la recherche à long terme peut guider des politiques inclusives et porteuses d'impact.

Anticiper l'avenir et renforcer la résilience des systèmes de gestion des finances publiques: Pour consolider les systèmes de gestion des finances publiques, des approches telles que la méthode d'activation progressive mettent l'accent sur la réalisation d'une évaluation

de référence, comme le cadre PEFA (dépenses publiques et responsabilité financière), suivie de projets pilotes, notamment en matière de passation électronique des marchés ou d'assainissement, et sur la mesure de leur impact sur la confiance sociale et la prestation des services. Au cœur de cette approche se trouve l'adoption de plateformes numériques ouvertes, qui servent de dépôt de données centralisé afin de garantir l'existence d'une « version unique de la vérité », de permettre l'accès à distance, d'améliorer la transparence et d'assurer un suivi en temps réel. Ces plateformes constituent également la base pour intégrer des technologies futures, comme l'intelligence artificielle, afin de renforcer l'efficacité et l'innovation du secteur public.

Documentation et gestion des connaissances : Il est apparu que la documentation des connaissances est cruciale dans les systèmes de gestion des finances publiques ; toutefois, elle est entravée par des archives fragmentées et une limitation du partage transfrontalier des connaissances, ce qui freine l'apprentissage et l'extension des pratiques efficaces. Pour y remédier, une stratégie structurée de gestion des connaissances est nécessaire, tirant parti de l'intelligence artificielle et de portails numériques pour rendre la recherche largement accessible. À cet égard, l'IBFD promeut des centres de connaissances centralisés pour les administrations fiscales, offrant un modèle pour la consolidation de l'information et le renforcement de l'apprentissage institutionnel.

La session a mis en lumière le rôle déterminant de l'innovation, de la collaboration et de la numérisation dans l'avancement des réformes de la gestion des finances publiques en Afrique. Des exemples pratiques issus du Sénégal, du Kenya, de la Namibie et du Maroc montrent que des approches locales, fondées sur la technologie et centrées sur les citoyens, peuvent améliorer de manière significative la gestion des finances publiques, la prestation des services et la confiance envers les pouvoirs publics.

Mobilisation efficace des ressources intérieures en Afrique : une action collective pour l'innovation et le changement

Maître de cérémonie : Fatou Diouf, Responsable de la communication et de l'influence, ACBF

Panélistes :

- Ashikur Rahman, Spécialiste des données du secteur public, Secrétariat PEFA
- Robert Ochola, Président-directeur général, Fondation Afrinenda
- Fode Ndiaye, Fondateur et Président, Centre d'Excellence pour le Leadership et le Management pour le Développement de l'Afrique (CELMAD)
- Rodolphe Bancé, Chef de l'Unité de gouvernance économique et sociale, ACBF

Thèmes clés et points à retenir

1. L'action collective et la crédibilité du système sont essentielles à la transformation fiscale de l'Afrique. Les intervenants ont souligné que la mobilisation efficace des ressources intérieures exige une coordination entre tous les secteurs : gouvernements, secteur privé, milieu universitaire, société civile et citoyens. La transformation fiscale du continent dépend du renforcement de la confiance et de la redevabilité mutuelle. « Il ne peut y avoir de conformité fiscale si les populations ne constatent aucun changement dans leur vie. »

2. L'inclusion numérique et financière comme catalyseur de l'innovation en matière de mobilisation des ressources intérieures. Une personne adulte sur quatre en Afrique reste exclue des systèmes financiers formels, ce qui limite la collecte efficace des impôts et la participation au développement national. Le système M-Pesa du Kenya et l'intégration des gouvernements

locaux dans la collecte des taxes en Inde ont été cités comme modèles améliorant la couverture et la transparence. L'Afrique doit combler le fossé entre l'économie informelle et l'économie formelle en utilisant les technologies financières et les outils de données pour suivre et élargir les bases fiscales.

3. Leadership et gouvernance éthique : de la politique à la pratique. Plusieurs panélistes ont averti que le défi de l'Afrique ne réside pas dans la conception des politiques, mais dans leur mise en œuvre. Le Rwanda a été mis en avant pour sa capacité à traduire sa vision en pratique, en innovant dans le domaine de la fiscalité, en établissant un pôle national de startups spécialisées dans l'IA et en favorisant un leadership intégré. À l'inverse, la corruption détourne environ 88 milliards de dollars par an, sapant la confiance et le développement.

4. Renforcement des capacités, apprentissage entre pairs et réforme fondée sur les données. Les panélistes ont insisté sur la nécessité d'un renforcement des capacités aligné sur les stratégies de mobilisation des ressources intérieures, ciblant à la fois les institutions et le capital humain. Le partenariat Afrique–Finlande a été cité comme une réussite dans le développement de modèles de formation pour la bonne gouvernance et l'administration fiscale numérique. L'apprentissage entre pairs entre pays africains, tels que l'Éthiopie et le Rwanda, a été encouragé pour partager des modèles fiscaux efficaces et améliorer la mise en œuvre.

5. Souveraineté des données, engagement de la diaspora et financement de l'innovation. Les intervenants ont appelé à une appropriation africaine des données, en soulignant les incohérences entre les statistiques du FMI et de la Banque mondiale et les réalités régionales (par exemple, la part du PIB de l'Afrique subsaharienne citée à 10 % contre 21,3 % pour le continent dans son ensemble). Des pays comme l'Éthiopie, le Sénégal et l'Inde ont été salués pour l'implication de leurs diasporas, non seulement dans les contributions financières, mais aussi dans l'examen des politiques publiques, l'innovation et l'investissement. Le taux d'inclusion financière en Afrique demeure de 36 %, alors que 160 milliards de dollars de richesse africaine sont investis à l'étranger, soulignant la nécessité de rapatrier le capital domestique pour soutenir le développement.

Principaux point à retenir

- 1. L'innovation transforme en profondeur la gestion des finances publiques.** Des solutions locales, communautaires et appuyées par la technologie — qu'il s'agisse de mutuelles de santé, de modèles d'assainissement ou d'outils fiscaux fondés sur l'intelligence artificielle — produisent des résultats tangibles et rétablissent la confiance des citoyens.
- 2. La réussite de la mobilisation des ressources intérieures dépend de l'action collective et de la confiance du public.** Une approche mobilisant l'ensemble de la société, appuyée par des outils diagnostiques tels que le cadre PEFA (dépenses publiques et responsabilité financière) et l'outil TADAT (Tax Administration Diagnostic Assessment Tool), est essentielle pour renforcer la crédibilité, élargir l'assiette fiscale et garantir que les citoyens perçoivent une réelle valeur dans l'utilisation des ressources publiques.
- 3. Un leadership éthique et des capacités solides transforment les politiques en résultats.** Le défi de l'Afrique réside dans la mise en œuvre, non dans les idées ; les avancées exigent un leadership fondé sur des principes, des institutions capables, l'apprentissage entre pairs et la souveraineté des données afin de mener des réformes qui produisent des résultats pour les citoyens.





RÉSUMÉ DES SESSIONS PARALLÈLES

1. Événement parallèle 1 : Les taxes sur la santé comme financement public intelligent : preuves, équité et efficacité – par l'ACBF

Modératrice : Betina Edziwa; Responsable des programmes spéciaux, ACBF

Présentateur :

Maina William; Spécialiste en santé publique, OMS

Panélistes:

- Gustavo Moreira ; représentant du ministère des Finances du Cap-Vert,
- Représentant du Centre africain de contrôle et de prévention des maladies (Africa CDC) (à confirmer)
- Corné van Walbeek, Directeur de l'Unité de recherche sur l'économie des produits soumis à accise (REEP)
- Ceren Ozer, spécialiste de la GFP/MRI, Banque mondiale
- Nouredine Tcha-Kondor, spécialiste de la fiscalité pour la lutte antitabac
- Deowan Mohee, expert en coordination exécutive et appui technique, Alliance africaine pour le contrôle du tabagisme (ATCA)

Principales observations et données présentées :

- **Charge des maladies non transmissibles (MNT).** Les panélistes ont souligné que les maladies non transmissibles causent chaque année 1,6 million de décès en Afrique, frappant de plein fouet la population en âge de travailler (30–70 ans) et mettant à rude épreuve les économies nationales.
- **Insuffisance de financement. Un sous-investissement critique a été relevé :** moins de 2 % de l'aide au développement consacrée à la santé est destinée aux MNT.

Les taxes sanitaires comme solution double :

- **Objectif sanitaire :** L'augmentation des prix réduit la consommation, en particulier chez les jeunes et les groupes à faible revenu.
- **Objectif fiscal :** Ces taxes génèrent des recettes publiques importantes, réinvestissables dans les systèmes de santé.

Études de cas et bonnes pratiques :

- **Cabo Verde :** La réforme de la fiscalité sur le tabac, conformément aux directives de la CEDEAO, a entraîné une hausse de 350 % des recettes d'accises.
- **Thaïlande :** Un Fonds de promotion de la santé, financé par une surtaxe sur le tabac et l'alcool, soutient des programmes de prévention.
- **Philippines :** La loi de réforme des « taxes sur les vices » (« Sin Tax ») a financé l'assurance maladie nationale pour des millions de personnes.

Questions critiques soulevées

Les panélistes ont souligné que les taxes sanitaires demeurent l'un des outils les plus sous-utilisés du continent pour améliorer les résultats de santé publique et renforcer la

mobilisation des ressources intérieures. Toutefois, leur conception et leur mise en œuvre exigent une attention soutenue aux principes d'équité et à l'utilisation de données factuelles. Les participants ont insisté sur l'importance de veiller à ce que ces taxes ne pèsent pas de manière disproportionnée sur les populations à faible revenu. Conçues comme des accises simples et spécifiques appliquées à des produits nocifs tels que le tabac, l'alcool et les boissons sucrées, elles peuvent réduire efficacement la consommation tout en générant des recettes qui, à terme, profitent davantage aux ménages à faible revenu grâce à l'amélioration de la santé et à la diminution des coûts de traitement à long terme. Un point central pour faire avancer cette approche est la communication stratégique et structurée des données probantes à l'intention des ministères des finances. Les panélistes ont jugé essentiel de dépasser le cadre de la seule mobilisation des recettes pour mettre en avant les gains économiques plus larges, comme la réduction des dépenses de santé, l'augmentation de la productivité et le renforcement du capital humain, afin de susciter une adhésion politique durable.

Les intervenants ont également mis en avant la nécessité d'une collaboration plus étroite entre les ministères de la santé et des finances afin d'aligner les impératifs de santé publique sur les objectifs fiscaux. Ils ont relevé que la coordination interministérielle est souvent entravée par des incitations divergentes et par l'absence de plateformes partagées de données probantes, ce qui appelle à la création de groupes techniques permanents capables d'harmoniser les perspectives, d'établir un consensus et d'élaborer des structures fiscales fondées sur des données locales. Les panélistes ont également souligné que la robustesse de la conception des politiques doit s'accompagner de mécanismes protégeant les décisions de santé publique contre l'influence commerciale, particulièrement à la lumière des stratégies de lobbying sophistiquées des industries menacées par une fiscalité efficace.

Enfin, les panélistes ont rappelé que la transparence dans l'utilisation des recettes – qu'il s'agisse d'affectation dédiée ou de mécanismes de suivi améliorés – est fondamentale pour maintenir la confiance du public et renforcer la légitimité des taxes sanitaires. Ils ont noté que, même lorsque l'affectation dédiée n'est pas possible, une information claire sur les dépenses peut garantir que les recettes soutiennent effectivement la promotion de la santé, la prévention et les progrès vers la couverture santé universelle. La session s'est conclue par un appel ferme à l'action : les gouvernements africains doivent hisser les taxes sanitaires au plus haut niveau décisionnel, renforcer la coopération multisectorielle, s'inspirer des réussites régionales et reconnaître que la prévention des maladies non transmissibles est à la fois un impératif sanitaire et une stratégie économique. En somme, les taxes sanitaires constituent une opportunité de protéger les citoyens, d'accroître la productivité et d'accélérer les progrès vers un développement durable.

2. Événement parallèle 2 : « L'Agenda 2063 à l'ère des crises multiples : reconstruire la compétitivité de l'Afrique pour une transition durable », par l'Institut international pour la transition durable en Afrique

Cet événement parallèle a examiné les progrès de l'Afrique dans la mise en œuvre de l'Agenda 2063, la feuille de route continentale pour une croissance inclusive et une transformation durable. Les intervenants et les participants ont réfléchi aux raisons pour lesquelles les avancées demeurent fragiles et à la manière dont l'Afrique peut réajuster sa vision pour l'adapter aux réalités mondiales en rapide évolution.

Déclaration introductive

Mamadou Biteye; Secrétaire exécutif, Fondation pour le renforcement des capacités en Afrique (ACBF)

Présentateurs

- Fatima Arib, fondatrice et présidente, Institut international pour la transition durable en Afrique
- François Ndengwe, Fondateur, African Advisory Board

Conférencier principal : Ibrahim Assan Mayaki, ancien directeur général de l'AUDA-NEPAD

Messages clés de la séance

1. **Les capacités sont le pont entre la vision et la performance en Afrique.** La réussite de l'Agenda 2063 dépendra moins de nouveaux engagements que du renforcement des capacités institutionnelles, du capital humain et des systèmes de données permettant des politiques publiques fondées sur des éléments probants. Un exemple présenté a été celui de l'amélioration des performances budgétaires en Afrique de l'Ouest grâce au Programme d'appui à la transition fiscale en Afrique de l'Ouest et au projet d'harmonisation et d'amélioration des statistiques en Afrique de l'Ouest (HISWA).
2. **La compétitivité exige un positionnement par rapport à des références mondiales.** L'Afrique doit passer d'aspirations introverties à des objectifs sectoriels mesurables définissant sa place sur les marchés mondiaux. L'initiative « Made in China 2025 » a inspiré l'idée d'une stratégie « Made in Africa 2063 » axée sur dix secteurs à fort potentiel, tels que les énergies renouvelables, l'innovation numérique et l'agro-industrie.
3. **La flexibilité dans la mise en œuvre est indispensable.** Le monde a profondément changé depuis 2013, et l'Afrique a besoin de cadres de planification adaptatifs capables de répondre aux chocs climatiques, sécuritaires et économiques. L'exemple du Mali montre le coût de l'absence d'anticipation.
4. **Les jeunes, les femmes et l'inclusion constituent des atouts de compétitivité.** La jeunesse africaine n'est pas un fardeau, mais un moteur d'innovation, de productivité et de renouveau de la gouvernance. À titre d'exemple, l'Éthiopie et le Ghana investissent dans l'éducation et le développement des compétences numériques pour dynamiser des économies portées par les jeunes.
5. **Les think tanks doivent passer de l'observation à l'influence.** Les think tanks africains doivent contribuer à façonner les politiques, et non seulement les étudier, en proposant des solutions crédibles enracinées dans les réalités locales. Par exemple, la Fondation pour le renforcement des capacités en Afrique est reconnue pour sa capacité à transformer les analyses des chercheurs en réformes continentales concrètes.
6. **Les données et la prospective sont de nouveaux outils de souveraineté.** Sans données fiables et sans capacités de modélisation prédictive, l'Afrique demeure dans une posture réactive. L'institutionnalisation de la prospective, du suivi et de l'évaluation est essentielle pour garantir une compétitivité durable.
7. **La transformation de l'Afrique dépend de l'autonomie et d'une stratégie claire.** Passer de la dépendance à la souveraineté suppose de financer la croissance grâce à des ressources internes, à des politiques industrielles et à une collaboration continentale, plutôt que de s'en remettre à des acteurs extérieurs.
8. **Le récit africain doit être écrit par l'Afrique et reconnu mondialement.** La compétitivité inclut la maîtrise de la narration africaine, la construction d'une image fondée sur l'excellence et la projection d'un continent uni et innovant sur la scène internationale.

Principales idées présentées :

Les participants ont reconnu de manière unanime que la trajectoire de croissance actuelle de l'Afrique, malgré quelques améliorations, reste insuffisante pour répondre aux ambitions de développement du continent. Ils ont relevé que la capacité demeure le maillon essentiel reliant la vision à la performance. Dans de nombreux pays, le poids du service de la dette limite fortement l'espace budgétaire disponible pour financer des investissements véritablement transformateurs. Plusieurs intervenants ont appelé à une planification à long terme plus rigoureuse, qui dépasserait les visions générales pour fixer des objectifs sectoriels mesurables dans les domaines de l'énergie, de la technologie, de l'industrie et de l'agriculture. Ils ont estimé que les stratégies de développement africaines doivent être compétitives à l'échelle mondiale, comparées aux progrès internationaux, tout en demeurant ancrées dans les priorités et la souveraineté du continent.

Les intervenants ont convenu que des cadres à long terme, comme l'Agenda 2063, doivent rester flexibles et adaptables face aux réalités mondiales et régionales qui évoluent rapidement. L'inclusion des jeunes et des femmes a été présentée comme indispensable à toute transformation durable. Ils ont également insisté sur la nécessité pour l'Afrique de renforcer sa marque et son image à l'international afin de se positionner comme un acteur dynamique, innovant et maître de son propre récit. Plusieurs participants ont noté que les documents stratégiques doivent être accompagnés d'une véritable « théorie de l'action », définissant des voies réalistes pour passer de l'ambition à la mise en œuvre. Cela requiert une combinaison de prospective, de pragmatisme et de résilience institutionnelle.

Les contributions venues de différentes régions du continent ont mis en lumière les défis persistants, notamment la faiblesse des systèmes de données, l'absence de prospective stratégique solide et le rythme lent des réformes. Des intervenants d'Afrique de l'Ouest ont souligné le coût élevé d'une intégration insuffisante des données, ainsi que les efforts visant à recourir à des indicateurs plus complets pour améliorer les systèmes fiscaux et de gouvernance. La persistance des inégalités de genre, dont la réduction pourrait prendre plusieurs décennies, a été citée comme preuve de l'urgence des interventions ciblées. D'autres expériences nationales ont montré l'importance de la création de valeur, du développement du capital humain et du renforcement de la compétitivité à l'exportation comme moteurs de croissance inclusive.

Dans toutes les interventions, un appel fort a été lancé pour rapprocher le monde de la recherche des décideurs publics, afin de garantir que les données factuelles guident réellement les choix de développement et renforcent la qualité des politiques publiques en Afrique.

3. Événement parallèle 3 : Comblent le fossé politique avec SOUTHMOD : conception des impôts et des prestations sociales fondée sur des données probantes – par l'UNU-WIDER

Cet événement parallèle, organisé par l'UNU-WIDER, portait sur le rôle essentiel de SOUTHMOD, une plateforme en ligne de microsimulation des systèmes fiscaux et des prestations sociales, pour éclairer l'élaboration de politiques fiscales et sociales fondées sur des données probantes dans les pays africains. La session était dirigée par un modérateur et comprenait des présentations suivies d'une séance interactive de questions-réponses, qui a mis en évidence les contributions de cet outil à la simulation et à la conception des politiques, en particulier dans des contextes confrontés à des défis de financement du développement et à des dynamiques socio-économiques complexes.

Facilitateurs et présentateurs

Kwabena Adu-Ababio; Chargé de recherche, UNU-WIDER

Lumi Young; Responsable des programmes et partenariats, UNU-WIDER

Principaux enseignements

Les intervenants ont souligné l'importance croissante des données et de la modélisation pour combler les lacunes des politiques publiques, dans un contexte marqué par des difficultés de financement du développement, des pressions liées à la dette et la nécessité de promouvoir des réformes fiscales équitables alignées sur les Objectifs de développement durable. L'accent a été mis sur SOUTHMOD, une plateforme de microsimulation en accès libre qui combine des données microéconomiques détaillées sur les ménages et les règles fiscales et sociales afin d'estimer les effets des changements de politique sur la pauvreté, les inégalités et les recettes publiques. L'outil appuie les gouvernements, les chercheurs, la société civile et les partenaires au développement en fournissant des données probantes pour la conception de politiques, la planification budgétaire et l'analyse de la répartition des effets.

Fonctionnalités clés de SOUTHMOD

- Utilisation d'enquêtes approfondies auprès des ménages pour construire les modèles nationaux
- Capacité à simuler des systèmes fiscaux et de prestations complexes
- Accès ouvert et gratuit, incluant une plateforme d'autoformation
- Application à la budgétisation, aux évaluations de pauvreté et d'inégalité, ainsi qu'à l'analyse de la protection sociale

Les intervenants ont insisté sur l'importance des programmes de formation et de renforcement des capacités garantissant que divers acteurs puissent utiliser efficacement le modèle, rendant ainsi l'analyse quantitative des politiques plus accessible.

Une présentation technique a rappelé la nécessité de disposer de microdonnées de haute qualité, régulièrement mises à jour, et a souligné l'importance de la collaboration avec les équipes nationales pour combler les lacunes, notamment en ce qui concerne les données et la structure complexe de certains systèmes fiscaux. Les résultats produits par SOUTHMOD permettent d'identifier les inefficacités du ciblage des politiques et d'orienter les ajustements nécessaires pour améliorer les résultats budgétaires et sociaux.

Études de cas du Zambie

- **Transferts sociaux.** Sans transferts, l'extrême pauvreté atteindrait 44 %. Toutefois, 24 % des personnes en situation d'extrême pauvreté restent exclues, ce qui révèle des lacunes de ciblage et justifie une approche à « bénéfices multiples ».
- **Choc sur l'emploi (sécheresse de 2024).** La modélisation d'un programme argent-contre-travail montre une réduction de 0,6 point de pourcentage de l'extrême pauvreté, les ménages les plus nombreux étant ceux qui en bénéficient le plus.
- **Suppression des subventions aux carburants (2022).** Les résultats indiquent que ces subventions bénéficiaient principalement aux groupes les plus aisés. Leur suppression n'a pas entraîné une augmentation de la pauvreté, ce qui suggère qu'une réallocation des ressources vers une protection sociale ciblée serait plus efficace.

Les intervenants ont souligné que SOUTHMOD renforce la gestion des finances publiques fondée sur des données probantes et appuie la conception de réformes équitables et efficaces dans les pays africains.

Points clés des échanges

- Mise à jour du modèle ougandais à partir de données anciennes. Les participants ont exprimé des préoccupations liées à l'utilisation d'une enquête menée en 2016–2017 et aux limites du recensement de 2024. Les facilitateurs ont précisé que SOUTHMOD actualise les revenus et dépenses par des ajustements pour l'inflation et des révisions des seuils de pauvreté, le recensement seul ne permettant pas de remplacer des microdonnées détaillées.
- Exactitude des seuils de pauvreté. Les intervenants ont reconnu les limites et ont rappelé que les seuils sont actualisés en fonction des paniers alimentaires et des tendances de l'inflation. Une transparence totale quant aux limites des données est essentielle à une interprétation prudente.
- Impact des subventions sur les carburants pour les ménages pauvres. Les données présentées montrent que ces subventions profitent majoritairement aux ménages aisés. Les effets indirects via les coûts de transport demeurent limités.
- Efficacité du ciblage en protection sociale. Les simulations de la Zambie ont révélé des lacunes de couverture et ont appuyé les efforts visant à étendre et coordonner les transferts sociaux.
- Participation des pays francophones. Les participants ont demandé davantage de modèles et de formations en français. Les facilitateurs se sont engagés à renforcer la traduction et la sensibilisation en Afrique francophone.
- Modélisation des impôts présumptifs en Éthiopie. Les demandes d'intégration des régimes fiscaux présumptifs ont été notées, et des travaux sont en cours pour affiner les classifications des produits et élargir l'assiette fiscale.
- Formation et renforcement des capacités. Les intervenants ont mis en avant la plateforme d'autoformation de SOUTHMOD, qui comprend modules, exercices et évaluations, destinée aux étudiants, chercheurs, fonctionnaires, organisations de la société civile et partenaires au développement. Des ateliers et des collaborations nationales soutiennent une utilisation durable et un impact réel sur les politiques publiques.

Les participants ont conclu en réaffirmant la nécessité d'améliorer la qualité des données, d'élargir la couverture fiscale dans les modèles et de renforcer l'appui aux utilisateurs francophones.

4. Événement associé 4 : « Stimuler la croissance de l'Afrique par les exportations. Analyse du Rapport sur la compétitivité des exportations africaines 2024 »

Facilitateur : Barassou Diawara, expert principal en gestion des connaissances, ACBF

Panéliste principal

- Amit Kapoor, PhD ; Président honoraire, Institute for Competitiveness India ; Président du India Council on Competitiveness et Rédacteur en chef de Thinkers Commentaire
- Andrews Akoto-Addo, Directeur général, Shared Value Ghana

Principaux enseignements

- **Potentiel inexploité.** L'Afrique ne contribue qu'à 2 % du PIB mondial, alors que ses terres, sa main-d'œuvre et son capital restent largement sous-utilisés. Seuls 7 % des revenus du café sont réinvestis dans la production africaine, contre 83 % dans l'agriculture indienne.
- **Le capital humain comme moteur.** Chaque année supplémentaire d'éducation augmente le revenu d'environ 100 dollars dans le Sud global. L'inclusion des femmes représente une opportunité majeure, celles-ci représentant 50 à 58 % de la population tout en ayant un accès limité à la terre et au capital, notamment au Ghana.
- **Analyses par pays.** L'Éthiopie se classe 34e sur 40 dans l'indice de compétitivité, malgré des secteurs solides tels que l'aviation et le cuir. Le Zimbabwe a été cité comme un exemple de potentiel touristique inexploité, n'accueillant que 800 visiteurs par jour malgré des atouts considérables.

Les intervenants ont souligné l'immense potentiel économique de l'Afrique, mais sous-exploité, en rappelant que le continent ne contribue qu'à 2 % du PIB mondial, malgré l'abondance de ses ressources naturelles et humaines. Ils ont relevé des inefficacités dans l'utilisation des terres, de la main-d'œuvre et du capital, et ont insisté sur la nécessité de promouvoir des « financements africains, des subventions africaines, une appropriation africaine » pour soutenir une croissance fondée sur l'autonomie. Un exemple marquant a été celui du café : bien que l'Afrique figure parmi les principaux producteurs, seuls 7 % des revenus générés sont réinvestis dans la production locale, contre 83 % en Inde. L'éducation, la santé et l'inclusion de genre ont été identifiées comme des moteurs économiques essentiels, chaque année supplémentaire d'éducation se traduisant par une augmentation annuelle d'environ 100 dollars du revenu individuel. Les inégalités de genre, notamment en matière d'accès à la terre et au capital, freinent considérablement le développement ; des réformes ciblées et des financements adaptés destinés aux entreprises dirigées par des femmes pourraient pourtant libérer un potentiel estimé à 58,5 billions de dollars sur le continent.

Les intervenants ont également mis en avant la nécessité de disposer de données robustes, transparentes et ventilées pour éclairer les politiques de compétitivité. Ils ont invité les think tanks à corédiger l'édition 2025 du rapport et à mener un plaidoyer fondé sur les données en développant une plateforme commune d'intelligence des marchés afin de relier la recherche à l'action et d'intégrer davantage les marchés africains dans le cadre de la ZLECAf. Les échanges ont permis de dégager des enseignements propres à chaque pays : l'Éthiopie présente un potentiel notable dans l'aviation et la fabrication industrielle, mais reste en retard en matière de compétitivité ; le Ghana nécessite des réformes sensibles au genre en matière de droits fonciers et de financement ; le Maroc excelle dans le tourisme et les réformes éducatives, mais rencontre encore des difficultés dans les résultats sociaux ; le Zimbabwe sous-exploite son potentiel touristique ; l'Afrique du Sud demeure un pôle d'innovation comparable aux modèles régionaux de compétitivité de l'Inde.

Les participants ont encouragé le continent à redéfinir ses modèles d'exportation et d'affaires en passant d'une dépendance aux matières premières à des industries à forte valeur ajoutée, telles que la technologie, le tourisme et l'économie créative. En s'appuyant sur les expériences de l'Inde et d'Israël, ils ont montré que des gains de productivité peuvent être obtenus grâce aux économies fondées sur la connaissance et à l'innovation agricole. Ils ont estimé que l'avenir de

la croissance africaine repose sur la promotion du commerce intra-africain, la mise en œuvre de politiques industrielles inclusives en matière de genre et le renforcement de la collaboration régionale, en imaginant un continent mieux connecté, « de l'Afrique du Sud jusqu'à l'extrême nord par voie routière ».

Les intervenants ont conclu en appelant à des « **subventions africaines, financements africains, appropriation africaine** », à une amélioration de l'infrastructure statistique du continent et à une participation active des think tanks à la corédaction du Rapport sur la compétitivité 2025.

5. Événement parallèle 5 : Banque d'idées des think tanks Afrique-Europe. Libérer l'expertise et l'investissement grâce au Global Gateway de l'Union européenne

Organisé par la Fondation Africa Europe

Cet événement parallèle a réuni des think tanks, des experts politiques et des représentants d'Afrique et d'Europe qui ont réfléchi au renforcement de la collaboration entre les deux continents dans les domaines de la recherche, de l'innovation politique et des partenariats stratégiques. Les intervenants ont cherché à identifier des opportunités concrètes de coopération avant le 7e Sommet UA-UE et à formuler des contributions pour le prochain State of Africa Report. Ils ont souligné le lien stratégique entre le Sommet UA-UE à venir et la présidence sud-africaine du G20 en novembre 2025, en mettant en avant la forte convergence entre l'agenda mondial du G20 et les priorités africaines inscrites dans l'Agenda 2063. Les échanges ont mis l'accent sur des objectifs communs d'inclusion, de résilience et de développement durable.

Facilitatrice : Holy Ranaivozanany; Directrice exécutive adjointe, Africa-Europe Foundation (AEF)

Panélistes principaux:

- Kirsten Pearson, Chercheuse en financement climatique, South African Institute of International Affairs (SAIIA)
- Almut Möller, Directrice des affaires européennes et mondiales et responsable du programme « Europe in the World »
- Timi Akamo, Coordonnateur de l'Unité de recherche et d'analyse des politiques, Institute for Peace and Security Studies (IPSS)
- Yared Assefa, Assistant de programme, Forum for Social Studies

Principaux enseignements:

- **Alignement des politiques** : les priorités du G20 porteront sur la viabilité de la dette, la transition énergétique et les minéraux critiques, offrant des opportunités de collaboration entre l'Afrique et l'Europe.
- **Vision commune** : les deux continents s'attachent à faire progresser l'Agenda 2063 et à promouvoir une croissance inclusive et durable.
- **La collaboration entre think tanks africains et européens** doit évoluer de la conversation à la cocréation.

Principaux points de vue des panélistes

Les intervenants ont examiné comment les think tanks africains et européens peuvent renforcer leur coopération et contribuer à des relations Afrique-Europe plus efficaces et plus équitables. Les priorités du G20 sous la présidence sud-africaine ont été présentées, notamment la résilience face aux catastrophes, la viabilité de la dette pour les pays à faible revenu, la mobilisation

de financements pour une transition énergétique juste et l'exploitation des minéraux critiques pour une croissance inclusive. Les plateformes nationales, comme le Partenariat pour une transition énergétique juste (JETP), ont été mises en avant comme des modèles pour orienter les financements internationaux vers des objectifs nationaux de développement et de lutte contre le changement climatique.

Une autre perspective a insisté sur la nécessité d'un dialogue plus humble et d'une compréhension mutuelle accrue dans les relations entre l'Afrique et l'Europe. Les intervenants ont estimé qu'au vu de l'évolution géopolitique mondiale, les think tanks doivent défendre le multilatéralisme, résister à la fragmentation et promouvoir des partenariats équitables qui soutiennent le leadership africain.

Les participants ont également souligné l'importance de surmonter les fragmentations, tant au sein de l'UE qu'entre l'UE et l'UA. Ils ont encouragé les think tanks à analyser les politiques étrangères nationales en lien avec les dynamiques régionales afin de renforcer la cohérence et d'assurer une coopération plus efficace. Des préoccupations ont été exprimées concernant la faible prise en compte des travaux des think tanks par les gouvernements, ce qui souligne la nécessité de renforcer les liens institutionnels et de mettre en place des politiques publiques fondées sur des données probantes.

Une proposition a été avancée visant à créer une plateforme permanente de think tanks Afrique-Europe pour institutionnaliser la collaboration, partager des ressources et assurer la continuité au-delà des cycles de financement ponctuels. Une telle plateforme pourrait également contribuer à harmoniser les définitions, les rôles et l'indépendance des think tanks entre les deux régions.

Les intervenants ont également mis en avant l'importance de traduire les données probantes en action, d'influencer les décisions et d'assurer la redevabilité grâce au suivi et au retour d'information. Ils ont estimé que la collaboration doit aller au-delà de partenariats thématiques pour inclure une coopération structurée et à long terme. Les institutions de recherche devraient combiner l'analyse stratégique, le plaidoyer et la communication afin d'influencer plus efficacement les agendas politiques.

Les participants ont conclu que la coopération Afrique-Europe doit passer du dialogue à la mise en œuvre grâce à des partenariats institutionnalisés entre think tanks. Le respect mutuel, la cocréation et un engagement soutenu ont été identifiés comme essentiels pour faire progresser les objectifs de développement communs. Les éclairages recueillis contribueront au State of Africa Report et orienteront les préparatifs du prochain Sommet UA-UE à Luanda. Les think tanks ont été encouragés à trouver un équilibre entre l'analyse rigoureuse et une communication efficace afin de garantir la redevabilité et d'éviter des résultats ponctuels sans suivi.

6. Événement parallèle 6 : « Promouvoir l'engagement citoyen grâce à l'audit de responsabilité pour une approche inclusive de la gestion des finances publiques (GFP) en Afrique » par le Partenariat pour la recherche sociale et la gouvernance en Afrique (PASGR)

Accueil et allocutions d'ouverture : Fadel Ndiamé; directeur exécutif, PASGR

Discours liminaire – Eric Wafukho, ancien secrétaire administratif du Cabinet au Trésor national du Kenya et défenseur des politiques publiques

Présentation: Modèle Utafiti Sera du CABE et interventions pour la redevabilité dans les systèmes de gouvernance de la gestion des finances publiques : points saillants

Dr Sam Oando, Gestionnaire de programme – Recherche, PASGR

Table ronde

Panelists:

- Emmanuel Ndizeye, Economic Policy Research Network (EPRN), Kigali, Rwanda
- Susan Otieno, Directrice exécutive, Fondation Aga Khan
- Grace Afante Ananda, Responsable du plaidoyer, Habitat International
- Samuel Orlando, Directeur, Pamoja Trust

Modérateur: Fadel Ndiame

Questions et réponses : Modérateur – Sam Oando, Gestionnaire de programme – Recherche, PASGR

Allocutions finales et prochaines étapes : Fadel Ndiame

Principaux points à retenir

- Repenser la fiscalité comme un contrat social permettant de renforcer la confiance entre citoyens et gouvernements
- Recherche africaine et mobilisation des ressources intérieures
- Inclusion des jeunes comme catalyseur de confiance et d'innovation
- Réformes systémiques pour une prospérité durable en Afrique

Points de vue présentés :

Les intervenants ont présenté diverses approches innovantes visant à renforcer la gestion des finances publiques, à améliorer la confiance entre l'État et les citoyens et à accroître l'efficacité des processus politiques en Afrique. Une présentation a introduit un modèle de cocréation destiné à réunir chercheurs, décideurs et citoyens tout au long du cycle de formulation des politiques publiques. Ce modèle vise à combler le fossé entre les systèmes de gouvernance formels et informels, tout en créant des espaces sûrs pour un dialogue honnête et inclusif. Inspiré par la philosophie Ubuntu, il conçoit la gestion des finances publiques comme une responsabilité collective, dans laquelle la prospérité est partagée et les décisions de politique publique reflètent les valeurs communautaires.

Une autre contribution a mis l'accent sur le rôle transformateur des outils financiers numériques, tels que les plateformes de mobile money, pour élargir l'assiette fiscale et améliorer la conformité fiscale. L'objectif est de déplacer la perception de la fiscalité, souvent considérée comme une contrainte imposée par la loi, vers un contrat social fondé sur la confiance, dans lequel les citoyens contribuent volontairement parce qu'ils constatent la transparence, la redevabilité et les retombées concrètes des revenus publics.

Les participants ont également insisté sur la nécessité pour les think tanks d'évoluer d'agendas de recherche orientés par les bailleurs vers des agendas axés sur la demande nationale. Cela implique d'intégrer des chercheurs au sein même des ministères pour renforcer la pertinence des politiques, d'assurer une interaction continue avec les décideurs et de réduire la dépendance aux conditions imposées par des financements externes. Une telle approche permet de concevoir des politiques mieux alignées sur les priorités nationales et adaptées aux contextes locaux.

Les représentants de la jeunesse ont plaidé pour être considérés comme des cocréateurs actifs plutôt que comme des consultés occasionnels. Ils ont appelé à une plus grande transparence des données, à une communication plus simple des processus de politique publique et à une participation significative dans les espaces décisionnels. Un exemple concret issu de Tanzanie a montré que l'appropriation communautaire et la participation des jeunes ont conduit à des améliorations mesurables dans la prestation des services publics, notamment un meilleur accès à l'eau potable.

Les réflexions finales ont porté sur des défis structurels persistants, tels que les faibles taux d'exécution budgétaire, les lourdeurs bureaucratiques et l'accès limité à des données fiables, autant d'éléments qui freinent la performance des gouvernements et affaiblissent la redevabilité publique. Les participants ont estimé que surmonter ces obstacles exige un leadership africain renforcé, une meilleure coordination entre les parties prenantes et des efforts renouvelés pour établir un contrat social fondé sur la confiance, reliant la recherche, les politiques publiques et la participation citoyenne.

Le message d'ensemble a été clair : une gouvernance efficace en Afrique repose non seulement sur des réformes techniques, mais aussi sur une collaboration approfondie, une appropriation collective et un engagement durable de l'ensemble de la société.

7. Side-event 7: « L'agriculture africaine et le non-respect des engagements en matière d'affectation des recettes fiscales : enseignements tirés de la mise en œuvre du Programme détaillé pour le développement de l'agriculture africaine (PDDAA) » par le Centre de recherche et d'études sur la pauvreté et la sécurité alimentaire durable (CREPSAD)

Facilitateur : Mitowanou E. Koffi-Tessio; Directeur exécutif, Centre de recherche et d'études sur la pauvreté et la sécurité alimentaire durable (CREPSAD)

Principaux points de vue et conclusions

- **Renforcement des cadres politiques et institutionnels.** Le PDDAA a aidé les pays à aligner leurs stratégies agricoles nationales sur les objectifs continentaux en matière de croissance, de sécurité alimentaire et de réduction de la pauvreté. L'Éthiopie a intégré les priorités du PDDAA dans son Programme de croissance agricole et dans ses plans de développement plus larges, tandis que le Togo et le Ghana ont élaboré des Plans nationaux d'investissement agricole pleinement alignés sur les principes du PDDAA.
- **Croissance et productivité agricoles accrues.** Plusieurs pays ont atteint l'objectif du PDDAA de 6 % de croissance annuelle de l'agriculture au cours de certaines années. L'Éthiopie a enregistré des gains importants en matière de productivité des petits exploitants grâce à des systèmes de vulgarisation efficaces, et le Programme de subvention des intrants agricoles (FISP) du Malawi a contribué à une hausse de la production de maïs et à des améliorations de la sécurité alimentaire à court terme.
- **Coordination renforcée et partenariats multipartites.** Le PDDAA a facilité la mise en place de plateformes réunissant les gouvernements, les partenaires au développement, le secteur privé et la société civile. Le Rwanda a utilisé ces

mécanismes pour faire progresser son Plan stratégique de transformation agricole et s'est distingué comme l'un des meilleurs performeurs lors des examens biennaux du PDDAA. Le Ghana a également amélioré la coordination entre les ministères et les partenaires au développement grâce à son accord-cadre PDDAA.

- **Amélioration de la redevabilité et du suivi.** Le Rwanda et l'Éthiopie ont régulièrement enregistré de bonnes performances aux examens biennaux du PDDAA grâce à des systèmes de données solides, un suivi régulier des engagements et l'utilisation d'outils de planification fondés sur des données probantes.
- **Plus grande intégration régionale et continentale.** Les communautés économiques régionales, notamment la CEDEAO, l'EAC et la SADC, ont élaboré des plans régionaux d'investissement agricole dans le cadre du PDDAA. Ces initiatives ont favorisé l'intégration des marchés régionaux, renforcé l'échange de connaissances et étendu la collaboration agricole transfrontalière.
- **Performance en matière d'allocation budgétaire.** Seuls quelques pays ont régulièrement respecté l'engagement d'allouer au moins 10 % de leurs budgets nationaux à l'agriculture. Le Malawi, avec environ 14 %, et l'Éthiopie, dépassant les 10 % certaines années, ont été cités comme exemples. Plusieurs autres pays, tels que le Togo et le Nigéria, ont continué d'allouer moins de 5 %, ce qui montre une faible priorité nationale accordée au secteur.

Dans l'ensemble, les intervenants ont relevé un écart persistant entre les engagements politiques et l'exécution budgétaire réelle, ce qui met en lumière la difficulté de traduire les cadres continentaux en investissements nationaux significatifs et en impacts concrets.

RÉCAPITULATION DE L'ATELIER SPÉCIAL DE FORMATION TECHNIQUE

Dans le cadre du Sommet des think tanks d'Afrique 2025, le **HAUS Finnish Institute of Public Management Ltd**, en collaboration avec la **Fondation pour le renforcement des capacités en Afrique (ACBF)**, a organisé une master class dynamique et tournée vers l'avenir sur le thème « **Taxer l'économie numérique** ». La session a réuni 42 participants issus de **15 pays africains**, parmi lesquels des hauts responsables des ministères des finances, des administrations fiscales, des think tanks, du monde universitaire et des organisations de la société civile.

Sous la facilitation du **Dr Lyla Latif**, la master class a proposé une exploration approfondie des débats mondiaux émergents sur la fiscalité numérique. Les participants ont examiné les fondements conceptuels et techniques de l'imposition des modèles d'affaires numériques, notamment les questions de création de valeur, d'attribution des bénéfices, de présence



économique significative, de règles de rattachement et de complexités liées aux transactions numériques transfrontalières. Les échanges ont également porté sur l'exposition de l'Afrique aux flux financiers illicites, les risques de transfert de bénéfices numériques et l'importance stratégique d'approches régionales et continentales coordonnées.

À travers une combinaison de cadres théoriques, d'exercices fondés sur des études de cas et de retours d'expérience nationaux, la session a permis aux participants de réfléchir aux défis spécifiques rencontrés dans leurs pays pour imposer des activités numériques hautement mobiles. Ces échanges ont mis en lumière la nécessité urgente de renforcer les capacités, d'améliorer les systèmes de données et de doter les pays de cadres juridiques et institutionnels plus agiles pour suivre le rythme de l'économie numérique en rapide évolution.

Un moment fort de l'événement a été le lancement du nouveau cours en ligne « Taxer l'économie numérique » sur l'Académie Ubora, conçu pour offrir des possibilités d'apprentissage continu aux décideurs et praticiens à travers l'Afrique. Les participants ont accueilli cette ressource comme un outil pratique et accessible pour approfondir leurs compétences au-delà du sommet.

La forte participation, la qualité des discussions et l'enthousiasme autour de la nouvelle plateforme d'apprentissage ont reflété un engagement partagé dans la région en faveur de systèmes fiscaux équitables, modernes et inclusifs, alignés sur la transformation numérique de l'Afrique et soutenant une mobilisation durable des ressources intérieures.



CÉRÉMONIE OFFICIELLE DE CLÔTURE



DELIBÉRATIONS

Le Sommet s'est achevé par une cérémonie qui a transformé trois jours de dialogue en acquis concrets pour le continent.

- Lancement d'un ouvrage fondamental. La Fondation pour le renforcement des capacités en Afrique a présenté la publication « Création, gestion et durabilité des think tanks en Afrique ». Cet ouvrage aborde les défis systémiques, notamment la dépendance aux bailleurs, la fragilité des financements et la rétention des talents, auxquels sont confrontées les institutions censées orienter le développement du continent, en les considérant non pas comme des luxes académiques, mais comme des moteurs indispensables de souveraineté.
- Lancement d'un cours numérique d'apprentissage. Le cours « Taxer l'économie numérique » a été lancé sur la plateforme Ubor Academy de l'ACBF. Conçu pour être gratuit et accessible, il vise à doter les décideurs et les professionnels des compétences nécessaires pour anticiper et taxer un secteur numérique en rapide évolution, domaine stratégique pour la mobilisation des ressources intérieures.
- Signature cérémonielle de protocoles d'accord. Pour consolider l'action collaborative, l'ACBF a signé des protocoles d'accord stratégiques avec la Fondation Africa Europe et l'African Forum on Debt and Development (AFRODAD), portant respectivement sur l'élargissement des partenariats et sur la question cruciale de la dette africaine.
- Lecture du communiqué. Le communiqué officiel du Sommet a été présenté, résumant les travaux en un ensemble de recommandations claires et opérationnelles destinées aux gouvernements et aux institutions, portant sur la technologie dans la gestion des finances publiques, les politiques fondées sur des données probantes, l'autonomisation des think tanks, la finance inclusive et les mécanismes de financement innovants.

Les allocutions de clôture ont réaffirmé avec force le thème central du Sommet : **un continent qui ne génère ni ne préserve son propre savoir ne peut pas préserver son propre développement**. L'ouvrage lancé, le nouveau cours et les partenariats stratégiques ont été présentés comme des étapes essentielles pour garantir que « les voix et les idées africaines façonnent l'avenir des Africains ».

PRINCIPAUX POINTS À RETENIR

1. **Les innovations locales appuyées par la technologie dans la gestion des finances publiques** sont viables et reproductibles. Des solutions pratiques issues des communautés peuvent transformer la prestation de services et contribuer à rétablir un contrat social fragilisé entre les citoyens et l'État.
2. **L'action collective et l'apprentissage entre pairs** constituent le socle d'une mobilisation efficace des ressources intérieures. Aucun acteur ne peut réussir seul ; un écosystème collaboratif, s'appuyant sur des outils diagnostiques tels que le cadre PEFA, est indispensable pour mener des réformes fondées sur des données probantes.
3. **Investir dans les capacités et la pérennité des think tanks** revient à investir dans la souveraineté du savoir en Afrique. Le renforcement de ces institutions est essentiel pour permettre au continent de concevoir et de mettre en œuvre ses propres solutions.
4. **Le sommet est passé de la parole aux réalisations concrètes**. Le onzième ATTS s'est conclu non seulement par un ensemble de recommandations, mais aussi par de nouveaux produits de connaissance, des partenariats consolidés et un engagement collectif clair en faveur de l'action, établissant une voie tangible pour combler l'écart entre la politique et sa mise en œuvre.

11th Africa Think Tank Summit

11^e Edition

Africa Think Tank Summit

From Taxation to Action:
Bridging Policy and
Implementation in Public
Financial Management
(PFM) in Africa

De la fiscalité à l'action:
combler le fossé entre
politique et mise en œuvre
dans la gestion des
finances publiques

11^e Edition
Africa
Think
Tank Summit

From Taxation to Action: Bridging
Policy and Implementation in
Public Financial Management
(PFM) in Africa



h Edition frica Think ank Summit

on
Think
Summit

De la fiscalité à l'action:
combler le fossé entre politique
et mise en œuvre dans la
gestion des finances publiques



REMERCIEMENTS

La Fondation pour le renforcement des capacités en Afrique (ACBF), en collaboration avec la Commission de l'Union africaine (CUA) et l'Agence de développement de l'Union africaine (AUDA-NEPAD), exprime sa profonde gratitude à l'ensemble des partenaires, sponsors, intervenants et participants qui ont contribué de manière déterminante au succès retentissant du 11^e Sommet des think tanks d'Afrique (ATTS). Cet événement majeur, organisé sous le haut patronage du Gouvernement de la République fédérale démocratique d'Éthiopie à Addis-Abeba, du 8 au 10 octobre 2025, a constitué un moment charnière dans la redéfinition du narratif africain en matière de gouvernance fiscale et dans la mise en place d'une trajectoire concrète allant de la formulation des politiques à leur mise en œuvre effective.

Nous exprimons notre profonde reconnaissance pour le soutien indéfectible et les contributions inestimables de :

- Le Gouvernement de la République fédérale démocratique d'Éthiopie, à travers le Ministère des Finances et le Ministère des Recettes, pour son accueil, son hospitalité et son partenariat exceptionnel.
- Les membres du Comité de programme et de contenu, du Comité de pilotage, du Comité d'organisation et de l'ensemble des sous-comités, pour leur planification et leur exécution minutieuses.
- Nos éminents sponsors et partenaires au développement, dont le soutien financier et technique a rendu ce sommet possible. Nos partenaires stratégiques et financiers – la Fondation William et Flora Hewlett, le Groupe de la Banque mondiale et la Fondation Africa Europe – ont soutenu la mise en œuvre du Sommet.
- L'ensemble des ministres distingués, hauts fonctionnaires gouvernementaux, représentants des communautés économiques régionales, partenaires au développement, think tanks, organisations de la société civile, institutions académiques, représentants du secteur privé, jeunes innovateurs et médias, pour avoir enrichi les débats grâce à la diversité de leurs perspectives et de leur expertise.
- La Direction de l'ACBF, le Conseil des gouverneurs, le Conseil d'administration et le Secrétariat, pour leur orientation stratégique et leur excellence opérationnelle.

Nous saluons également le travail acharné des rapporteurs, modérateurs, panélistes, intervenants et équipes techniques qui ont capturé les délibérations et soutenu la production du présent rapport.

Enfin, nous adressons nos remerciements aux plus de 500 participants issus de plus de 40 pays, présents physiquement ou virtuellement, qui ont réaffirmé la pertinence et le dynamisme de l'écosystème des think tanks en Afrique. Leur engagement et leur détermination à combler le fossé entre les politiques fiscales et leur mise en œuvre dans le cadre de la gestion des finances publiques continueront de stimuler l'agenda de transformation du continent.

À tous ceux qui ont contribué – directement ou indirectement – au succès de l'ATTS 2025, nous adressons notre sincère gratitude. Votre engagement collectif et votre esprit de collaboration ont été les moteurs d'un sommet qui établit désormais une nouvelle référence en matière de discours opérationnel sur la souveraineté économique de l'Afrique. Cet effort conjoint témoigne de notre volonté commune et résolue de renforcer la mobilisation des ressources internes et la gestion des finances publiques, en tant que fondements d'une Afrique autonome, prospère et résiliente.



ANNEXES

Comblent le fossé : transformer des politiques visionnaires en impacts concrets

La première journée du Sommet sera consacrée à la transformation des politiques visionnaires en stratégies opérationnelles conduisant à des résultats tangibles en matière de gestion des finances publiques (GFP) et de mobilisation des ressources intérieures (MRI). Cette journée visera à identifier les obstacles à une mise en œuvre efficace et à explorer des approches novatrices pour combler le fossé entre la formulation des politiques et leur impact concret.

HEURE	SESSION
09h00 11h00	SÉANCE PLÉNIÈRE 1 – CÉRÉMONIE D'OUVERTURE OFFICIELLE DU SOMMET DES THINK TANKS d'Afrique 2025 Maître de cérémonie : Mr. Shimeles Lemma ; Hôte et animateur du Sommet
09h05 09h25	Échos d'Afrique : une vitrine culturelle Vidéo promotionnelle du Sommet 2025 des think tanks d'Afrique
09h25 09h30	Allocution de bienvenue S.E. Zadiq Abrha; Président, Académie africaine d'excellence en leadership (AFLEX)
09h30 09h40	Allocution introductive de l'organisateur Mamadou Biteye; Secrétaire exécutif, Fondation pour le renforcement des capacités en Afrique (ACBF)
09h40 10h00	Allocutions des partenaires S.E. Fekadu Tsega; Directeur général, Institut d'études politiques (PSI) Mme Holy Ranaivosanany, Directrice exécutive adjointe, Fondation Afrique Europe (AEF) S.E. Mrs. Patricia Pilar Llobart Cussac; Directrice générale pour l'Afrique, Service européen pour l'action extérieure, Union européenne M. Amine Idriss Adoum ; Directeur des infrastructures, de l'industrialisation et du commerce, Agence de développement de l'Union africaine (AUDA-NEPAD)
10h00 10h15	Lancement du Rapport 2025 sur la Compétitivité des Exportations en Afrique Discours : Amit Kapoor, PhD; Président honoraire de l'Institut pour la compétitivité, Inde ; président du Conseil indien pour la compétitivité et rédacteur en chef de Thinkers Dr. Christiane Abou-Lehaf; Responsable de la coopération internationale, Union africaine/Zone de libre-échange continentale africaine et coopération internationale, AFREXIMBANK Mamadou Biteye; Secrétaire exécutif, Fondation africaine pour le renforcement des capacités (ACBF) Lancement officiel
10h15 10h30	Discours-programme et lancement officiel du projet de plateforme des think tanks africains S.E. Selma Malika Haddadi; Vice-Présidente, Commission de l'Union africaine (CUA) Lancement officiel : H.E. Selma Mallika Haddadi; Vice-présidente, Commission de l'Union africaine (CUA) Mr. Mamadou Biteye; Secrétaire exécutif, Fondation pour le renforcement des capacités en Afrique (ACBF) Mr. Amine Idriss Adoum; Directeur des infrastructures, de l'industrialisation et du commerce, AUDA-NEPAD
10h40 11h00	Introduction du Thème du Sommet 2025 des Think Tanks d'Afrique S.E. Aynalem Nigussie ; Ministre des Revenus, République Démocratique Fédérale d'Éthiopie
10h40 11h00	Discours de l'invité d'honneur et ouverture officielle M. Ahmed Shide, Ministre des Finances
11h00 11h30	PHOTO PAUSE-SANTÉ
11h30 13h00	SESSION PLÉNIÈRE 2 – Session ministérielle « Un leadership efficace en matière de mobilisation des ressources intérieures (MRI) pour la transformation socio-économique de l'Afrique » Modérateur: Mr. Shimeles Lemma ; Hôte et animateur du Sommet
11h30 12h30	Panélistes: S.E. Ahmed Shide; Ministre des Finances, République fédérale démocratique d'Éthiopie Hon Amos Lugolobi; Ministre d'État chargé des Finances, de la Planification et du Développement économique, responsable de la Planification, Ouganda S.E. Dr. Gebreil Ibrahim; Ministre des Finances et de la Planification économique, Soudan Hon. Cassiel Ato Baah Forson; Ministre des Finances, , Ghana

	• Hon. Monsieur Henri-Claude Oyima; Ministre d'État, de l'Économie, des Finances, de la dette et des Participations, chargé de la lutte contre la vie chère, Gabon • S.E. Prof. Njuguna Ndung'u; Ancien Ministre des Finances du Kenya & Conseiller principal, Présidence, Groupe de la Banque du commerce et du développement (TDB) • H.E. Hakim Ben Hammouda, Ancien Ministre des Finances, Tunisie, et Président Global Institute 4 Transitions (GI4T)
12h30 13h00	Questions-réponses interactives
13h00 14h00	PAUSE DÉJEUNER
14h30 16h00	Sessions thématiques
14h30 16h00	Session thématique parallèle 1 – Exploiter les données pour la fiscalité : renforcer la prévision et la gestion macro-budgétaires en Afrique Modérateur: Eliud Moyi, Directeur adjoint, Partenariats, Institut kényan de recherche et d'analyse des politiques publiques (KIPPRA) Panélistes: • Victor Murinde; Directeur exécutif, Consortium pour la recherche économique en Afrique (AERC) • Jane Marlara; Directrice exécutive, Partenariat pour la politique économique (PEP) • Assefa Admassie; professeur à l'université d'Addis-Abeba • Lambert N'galadjo Bamba; Enseignant à l'université Félix Houphouët-Boigny et chercheur au Centre ivoirien de recherche économique et sociale (CIRES) Questions-réponses interactives Session thématique parallèle 2 – Mobilisation innovante des ressources intérieures : explorer des mécanismes de financement alternatifs Modératrice : Gloria Somolekae; Directrice exécutive, Institut botswanais d'analyse des politiques de développement (BIDPA) Panélistes: • Laila Latif; Cofondatrice et Senior Fellow, Comité sur les études fiscales • Jules Tapsoba; Secrétaire exécutif, Forum ouest-africain des administrations fiscales (WATAF) • Zunda Chisha; économiste et directeur de programme, Centre de connaissances sur la taxation du tabac de la Convention-cadre de l'OMS pour la lutte antitabac, Université du Cap • Kwabena Adu-Ababio; chercheur associé, Institut mondial de recherche sur l'économie du développement de l'Université des Nations Unies (UNU-WIDER) • Kirsi Aaltola; Directrice des services de développement, Institut finlandais d'administration publique HAUS Questions-réponses interactives Session thématique parallèle 3 – Soutenabilité de la dette : aligner l'endettement sur les capacités fiscales Modératrice: Eugenia Kayitesi; Directrice exécutive, Institut d'analyse et de recherche en politiques publiques (IPAR-Rwanda) Panélistes: • Jason Rosario Braganza; Directeur exécutif, Forum africain sur la dette et le développement (AFRODAD) • Daouda Sembene, Directeur général, AfriCatalyst • Barnabe Okouda; Directeur exécutif, Centre d'analyse et de recherche politique du Cameroun (CAMERCAP) • Mulay Weldu Asegehegn; Chef de la politique fiscale, Ministère des Finances, Éthiopie Questions-réponses interactives Session thématique parallèle 4 – Repenser le renforcement des capacités pour une mobilisation efficace des ressources nationales en Afrique Modérateur: Danford Sango; Directeur, Renforcement des Capacités, Economic and Social Research Foundation (ESRF) Panélistes : • Abdrahamane Dicko; Directeur des Programmes et de l'Impact, ACBF • Rajul Awasthi; Responsable mondial, Mobilisation des ressources nationales, Groupe des solutions mondiales, Gouvernance, Banque mondiale • Andrzej Dabkowski; Responsable de la performance et du suivi AU-UE, Fondation Afrique Europe (AEF) • Fatima Arib; Fondatrice et présidente, Institut international pour la transition durable en Afrique • Arthur Minsat ; Chef de l'unité Afrique, Europe et Moyen-Orient et économiste principal, Centre de développement de l'OCDE Questions-réponses interactives

	Événement parallèle 2 : « L'Agenda 2063 à l'ère des crises multiples : reconstruire la compétitivité de l'Afrique pour une transition durable » par l'Institut international pour la transition durable en Afrique Facilitateur : • Fadel Ndiame; Directeur exécutif, Partenariat pour la recherche sociale et la gouvernance en Afrique (PASGR) Orateur introductif: • Mamadou Biteye; Secrétaire exécutif, Fondation pour le renforcement des capacités en Afrique (ACBF) Auteur-Présentateurs : • Fatima Arib; Fondatrice et présidente, Institut international pour la transition durable en Afrique • François Ndengwe; Fondateur, Conseil consultatif africain Discutant principal : • Ibrahim Assan Mayaki; Ancien PDG, AUDA-NEPAD Questions-réponses interactives Événement parallèle 3 : Combler l'écart stratégique à travers SOUTHMOD : conception des taxes et prestations basée sur des données probantes – organisé par l'Institut mondial de recherche sur l'économie du développement, Université des Nations Unies (UNU-WIDER) Animateurs : • Kwabena Adu-Ababio; Chercheur associé, UNU-WIDER • Lumi Young; Chargée de programme et des partenariats, UNU-WIDER Questions-réponses interactives
18h00	Fin de journée
19h30	Cocktail du Sommet
21h00	

Repenser les recettes : stratégies pour une fiscalité efficace et la mobilisation des ressources intérieures

La deuxième journée sera consacré aux stratégies innovantes de mobilisation et de gestion des recettes dans le cadre du système de gestion des finances publiques (GFP). Les participants adopteront une approche centrée sur les parties prenantes pour explorer les moyens de renforcer la mobilisation des ressources intérieures, d'améliorer les systèmes fiscaux et d'assurer des flux de revenus durables, essentiels à la transformation socio-économique de l'Afrique.

HEURE	SESSION
09h00 09h30	RÉCAPITULATIF DU JOUR 1 & DISCOURS PROGRAMME Récapitulatif - Shimeles Lemma; Hôte et animateur du Sommet Discours-programme : - Eddie Mandhry; Directeur général du Sports AI Innovation Center – Intelligence artificielle et innovation pour une mobilisation accrue des ressources intérieures en Afrique
09h30 10h30	SESSION PLÉNIÈRE 3 – Causeries au coin du feu: Exploiter l'intelligence artificielle et la transformation numérique pour une mobilisation efficace des ressources intérieures Animateur : - Shimeles Lemma; Hôte et animateur du Sommet Invités : - Louise Kalisa Ingabire; Commissaire, Technologies de l'information et transformation numérique, Autorité fiscale rwandaise (RRA) - Holy Ranaivozanany; Directrice exécutive adjointe, Fondation Afrique Europe (AEF) Questions-réponses interactives
10h30 11h00 11h00 12h30	PAUSE-SANTÉ Sessions des parties prenantes Session parallèle des parties prenantes 1 – Engagement des jeunes dans la DRM : former les futurs leaders pour la souveraineté fiscale Modérateur : Thabo Sacolo; Directeur exécutif, Centre d'analyse et de recherche sur les politiques économiques du Swaziland (ESEPARC) Centre (ESEPARC) Panélistes : - Kidist Gebreamlak; Cofondateur et PDG d'Eleos Groups & Zero-One-Zero-One Tech - Abraham Rugo Muriu, Directeur exécutif, Bajeti Hub - Sam Muradzikwa; Responsable régional, Politique sociale : Moyen-Orient & Afrique du Nord, UNICEF - Frejus Lingue, Directeur fondateur et expert principal, GSF Global Advisors - Yacine Bio Tchane, Responsable de la ligne de services « Gestion des finances publiques », Genesis Analytics Questions-réponses interactives Session parallèle des parties prenantes 2 – Collaboration pour un impact : impliquer la société civile dans les réformes de la gestion des finances publiques pour une DRM efficace Modérateur : Boubacar Macalou; Coordinateur, Groupe de Recherche Actions pour le Développement (GRAD) Panélistes : - Abebe Chekol; Directeur adjoint, Promotion des programmes et communication, Fondation Gates - Diana Gichengo; Directrice exécutive, Institut pour la responsabilité sociale - Drissa Ouattara; Directeur exécutif, Centre d'information, de formation et d'études sur le budget (CIFOEB) - Mohamed Salat Osman; Chargé de programme, Gouvernance économique et sociale, ACBF - Amadou Kanouté; Directeur exécutif, Institut panafricain pour la Citoyenneté, les Consommateurs et le Développement (CICODEV) Questions-réponses interactives Session parallèle des parties prenantes 3 – Les think tanks comme catalyseurs : stimuler l'innovation par la recherche en gestion des finances publiques Modérateur : Barnabe Okouda; Directeur exécutif, Centre camerounais d'analyse et de recherche sur les politiques publiques (CAMERCAP)

	Panélistes : • Themba Gilbert Chirwa; Coordinateur du projet, Projet de la Plateforme des Think Tanks africains (ATTP), CUA • Emmanuel Akwetey; Directeur exécutif, Institut pour la gouvernance démocratique (IDEG) • Sarah Ssewanyana; Directrice exécutive, Centre de recherche sur la politique économique (EPRC) • Alban Ahoure; Directeur exécutif, Cellule d'analyse des politiques économiques du CIRES (CAPEC) Questions-réponses interactives Session parallèle des parties prenantes 4 – Gestion des finances publiques sensible au climat et au genre : des engagements aux résultats Modérateur : Jane Karonga; Economiste, Division de l'intégration régionale et du commerce, Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique (CEA) Panélistes :: • Botho Keba Bayendi; Directrice du Département Planification stratégique et exécution, Commission de l'Union africaine • Ali Abdi; Directeur général, Horn Economic and Social Policy Institute (HESPI) • Fatima Arib; Fondatrice et présidente, Institut international pour la transition durable en Afrique • Fode Ndiaye; Fondateur et Président, Centre d'excellence pour le leadership et le management pour le développement de l'Afrique (CELMAD) Questions-réponses interactives
12h30 14h00	PAUSE DÉJEUNER SESSION PLÉNIÈRE 4 – Renforcer les fonctions de contrôle et de reddition de comptes de la gestion des finances publiques grâce à la collaboration entre les institutions gouvernementales, les think tanks et la société civile Modérateur : Shimeles Lemma; Hôte et animateur du Sommet Discours lumineux • S.E. Mr. Sufian Ahmed Beker; Ancien Ministre des Finances, Éthiopie Panélistes : • S.E. Semereta Sewasew; Ministre d'État à la coopération économique, Éthiopie • S.E. Hakim Ben Hammouda, Ancien Ministre des Finances, Tunisie, & Président, Global Institute 4 Transitions (GI4T) • Gérard Gbenonchi; Député et président de la Commission des finances et du commerce, Assemblée nationale, Bénin • Raymond Muhula; Spécialiste principal du secteur public, Pratique mondiale des institutions, Région Afrique occidentale et centrale, Banque mondiale • Marieme Gnagna Thiam; Responsable du renforcement des capacités et de la recherche en matière de gestion des finances publiques, International Budget Partnership (IBP) • Freddy Yves Ndjemba; Directeur Général assistant, Initiative de Développement de l'INTOSAI (IDI) Questions-réponses interactives
15h30 16h00 16h00 17h30	PAUSE SANTÉ ÉVÉNEMENTS PARALLÈLES Événement parallèle 4 : Stimuler la croissance de l'Afrique grâce aux exportations : perspectives tirées du rapport 2024 sur la compétitivité des exportations africaines » par Institut Indien pour la Compétitivité, Shared Value Africa (SVA), Shift Impact Africa et la Fondation pour le renforcement des capacités en Afrique (ACBF) Modérateur • Barassou Diawara ; Expert principal en gestion des connaissances, ACBF Présentateur : • Amit Kapoor, PhD; Président honoraire de l'Institute for Competitiveness, Inde ; président du Conseil indien sur la compétitivité et rédacteur en chef de Thinkers Commentaire : • Andrews Akoto-Addo; Directeur général de Shared Value Ghana Questions-réponses interactives Événement parallèle 5 : « Banque d'idées des think tanks Afrique-Europe : mobiliser l'expertise et l'investissement via le programme EU Global Gateway » – organisé par la Fondation Afrique-Europe Animateur : • Holy Ranaivozanany; Directrice exécutive adjointe, Fondation Afrique Europe (AEF) Questions-réponses interactives Événement parallèle 6 : « Promouvoir l'engagement citoyen à travers l'Audit de Responsabilité pour une approche inclusive de la Gestion des Finances Publiques (GFP) en Afrique » par le Partenariat pour la Recherche Sociale et la Gouvernance en Afrique (PASGR)

9h00 12h00	Accueil et Ouverture : • Fadel Ndiame; Directeur exécutif du Partenariat pour la recherche sociale et la gouvernance en Afrique (PASGR) Discours d'ouverture : • M. Eric Wafukho – Ancien Secrétaire Administratif au Cabinet du Trésor National, Kenya et champion des politiques CABE Modèle Utafiti Sera et interventions pour renforcer l'accountabilité dans les systèmes de gouvernance de la gestion des finances publiques : Points clés Dr. Sam Oando, Responsable de Programme – Recherche, PASGR Discussion en panel Panélistes : (à confirmer) • Emmanuel Ndizeye – Réseau de Recherche en Politique Économique (EPRN), Kigali, Rwanda. • Mme Susan Otieno – Directrice Exécutive, Fondation Agha Khan • Mme Grace Afante Ananda – Responsable Advocacy, Habitat International • Dr. Samuel Orlando, Directeur – Pamoja Trust Modérateur : Prof. Fadel Ndiame Questions et Réponses • Modérateur – Sam Oando Remarques de clôture et Prochaines étapes • Prof. Fadel Ndiame Questions-réponses interactives Événement parallèle 7 : « L'agriculture africaine et le non-respect des engagements en matière d'allocation des recettes fiscales : enseignements tirés de la mise en œuvre du Programme détaillé pour le développement de l'agriculture africaine (PDDAA) » -par le Centre de recherche et d'études sur la pauvreté et la sécurité alimentaire durable (CREPSAD) Modérateur : • Mitowanou E. Koffi-Tessio; Directeur exécutif, Centre de recherche et d'études sur la pauvreté et la sécurité alimentaire durable (CREPSAD) Questions-réponses interactives SESSION DE FORMATION SPÉCIALE Atelier interactif sur « La fiscalité de l'économie numérique » animé par Lyla Latif, cofondatrice et chercheuse principale du Comité d'études fiscales. Session organisée par la Fondation pour le renforcement des capacités en Afrique (ACBF) et l'Institut finlandais de gestion publique HAUS dans le cadre du programme Partenariats afro-finlandais sur les capacités fiscales en Afrique (AFP-TCA)
17h30	Fin de la journée

Unis pour le changement : Renforcer les partenariats pour la réussite de la GFP

La troisième journée sera consacrée à la promotion de la collaboration et au renforcement des partenariats entre les différents acteurs de la gestion des finances publiques (GFP). L'objectif est de mettre en avant les idées novatrices et les actions collectives susceptibles d'entraîner des changements significatifs dans les pratiques de gestion des risques de catastrophe à travers l'Afrique.

HEURE	SESSION
09h00 09h10	RÉSUMÉ DE LA DEUXIÈME JOURNÉE Maître de cérémonie : Shimeles Lemma; Hôte et animateur du Sommet
09h10 10:10	SÉANCE PLÉNIÈRE 5 – Idées novatrices pour la réforme de la gestion des finances publiques : perspectives des think tanks, des fintechs, des laboratoires d'innovation et des OSC Maître de cérémonie : Mr. Shimeles Lemma ; Hôte et animateur du Sommet Intervenants : Belema R. Obuoforibo; Présidente du Centre d'études sur la fiscalité africaine (CSAT) Amadou Kanouté; directeur exécutif, Institut panafricain pour la citoyenneté, la consommation et le développement (CICODEV) Bridget Kelly; Vice-président, Afrique Australe et de l'est, FreeBalance Valerie Traore; Fondatrice et Directrice Executive, Niyel Questions-réponses interactives
10h10 11h10	SESSION PLÉNIÈRE 6 – Mobilisation efficace des ressources intérieures en Afrique : action collective pour l'innovation et le changement Maître de cérémonie : Fatou Diouf; Chef de la Cellule de Communication et Influence, ACBF Panélistes : Ashikur Rahman; Spécialiste des données du secteur publique, Secrétariat du Programme PEFA Robert Ochola; Directeur général, Afrinenda Foundation Fode Ndiaye; Fondateur et Président, Centre d'excellence pour le leadership et le management pour le développement de l'Afrique (CELMAD) Rodolphe Bance; Responsable, Unité de gouvernance économique et sociale, ACBF Questions-réponses interactives
11h10 11h30	PAUSE-SANTÉ
11h30 13h00	SESSION PLÉNIÈRE 7 – CÉRÉMONIE OFFICIELLE DE CLÔTURE Maître de cérémonie : Shimeles Lemma; Hôte et animateur du Sommet Lancement du livre intitulé « Création, gestion et viabilité des think tanks en Afrique » Déclaration de M. Mamadou Biteye , Secrétaire exécutif, Fondation pour le renforcement des capacités en Afrique (ACBF)
11h45 12h00	Lancement officiel Lancement du cours sur « La fiscalité de l'économie numérique » Déclarations Abdrahamane Dicko ; Directeur, Programmes et Impact, ACBF Mme Kirsi Aaltola; Directrice des services de développement, Institut finlandais d'administration publique HAUS Lancement officiel :

12h00 12h10	CÉRÉMONIE DE SIGNATURE DE PROTOCOLES D'ACCORD • Mamadou Biteye : Secrétaire exécutif, Fondation pour le renforcement des capacités en Afrique (ACBF) • Holy Ranaivozanany ; Directrice exécutive adjointe, Fondation Afrique Europe (AEF)
12h10 12h20	Lecture du Communiqué • Mme Meseret Desta; Vice-Présidente de l'Académie, Développement du leadership, Académie africaine d'excellence en leadership (AFLEX)
12h10 12h20	Allocutions de clôture • S.E. Zadig Abrha; Président, Académie africaine d'excellence en leadership (AFLEX) • S.E. Fekadu Tsega; Directeur général, Institut d'études politiques (PSI) • M. Mamadou Biteye; Secrétaire exécutif, Fondation pour le renforcement des capacités en Afrique (ACBF) • S.E. Selma Malika Haddadi; Vice-Présidente, Commission de l'Union africaine
12h40 13h00	Clôture officielle par l'invité d'honneur • S.E. Aynalem Nigussie; Ministre du Revenu, République fédérale démocratique d'Éthiopie
13h00 15h00	PAUSE DÉJEUNER
15:00	Fin du sommet
18:00 21:00	Dîner des ambassadeurs de haut niveau Afrique-Europe [sur invitation uniquement]

Résumé de l'ouvrage « Création, gestion et durabilité des think tanks en Afrique »

Cet ouvrage, lancé le 10 octobre 2025 à Addis-Abeba (Éthiopie) lors du Sommet des think tanks d'Afrique 2025, propose une analyse approfondie de l'évolution, du rôle et de la durabilité des think tanks en Afrique en tant qu'acteurs indispensables de l'élaboration de politiques publiques fondées sur des données probantes et de la transformation socio-économique. S'appuyant sur des études de cas, des analyses comparatives et des enseignements tirés de diverses régions du continent, il examine la manière dont les think tanks, qu'ils soient rattachés à des gouvernements, intégrés à des universités, indépendants ou hybrides, contribuent à la formulation des politiques publiques, à la gouvernance démocratique et aux résultats de développement. Les chapitres présentent le contexte historique des think tanks en Afrique, leurs modèles organisationnels, leurs structures de gouvernance, leurs mécanismes de financement, ainsi que les défis qu'ils rencontrent dans un environnement politique et économique volatil.

L'ouvrage accorde une attention particulière aux disparités régionales, l'Afrique centrale étant la moins développée en termes de culture et de densité de think tanks, comparée à des pays comme l'Afrique du Sud, le Kenya et le Nigéria. Il analyse les contraintes structurelles, notamment l'insuffisance des financements, la fragilité politique et le manque de philanthropie locale, tout en mettant en avant les opportunités offertes par l'Agenda 2063, l'intégration régionale et le dividende démographique africain. L'accent est mis sur l'importance du renforcement des capacités humaines, institutionnelles et organisationnelles, ainsi que sur les stratégies visant la résilience financière, le réseautage et les partenariats aux niveaux national, régional et mondial.

En intégrant les expériences d'institutions telles que le KIPPRA (Kenya), l'ESRF (Tanzanie), le ZEPARU (Zimbabwe) et le CERAPÉ (Congo), l'ouvrage met en valeur la diversité des think tanks africains et leurs stratégies d'adaptation en matière de recherche et de plaidoyer. Il soutient que la durabilité de ces institutions dépend de leur capacité à produire un savoir pertinent pour les contextes nationaux, à instaurer la confiance auprès des parties prenantes, à diversifier leurs ressources et à institutionnaliser le partage des connaissances. Ce volume constitue ainsi à la fois une contribution académique et un guide pratique destiné aux décideurs publics, chercheurs, partenaires et praticiens du développement engagés dans le renforcement des systèmes de connaissances en Afrique et la promotion d'un développement inclusif fondé sur des données probantes.

Ouvrage disponible dans la bibliothèque numérique de l'ACBF en [Français](#) et en [Anglais](#)



Abstract of the **rapport** **sur la compétitivité** **des exportations** **africaines 2024**



Le Rapport sur la compétitivité des exportations africaines 2024 présente une analyse approfondie de la performance des exportations du continent, en mettant en évidence les défis structurels persistants et les nouvelles opportunités qui influencent la position de l'Afrique sur le marché mondial. En 2023, l'Afrique a enregistré un taux de croissance du PIB de **3,2 %**, soutenu par une hausse de **7,2 %** du commerce intra-africain, qui a atteint **192 milliards de dollars**. Malgré ces avancées, la participation du continent au commerce mondial demeure faible : l'Afrique ne représente que **2,67 % des exportations mondiales de marchandises**, ce qui souligne la nécessité urgente de diversifier davantage les produits, les marchés et les activités à valeur ajoutée.

L'un des éléments centraux du rapport est l'Indice africain de compétitivité à l'exportation (AECI), qui couvre **40 pays** et fournit une mesure complète de la préparation à l'exportation. L'Afrique du Sud arrive en tête avec un score de **70,79**, suivie du Maroc et de Maurice. Toutefois, seuls **17 pays** obtiennent un score supérieur à la moyenne globale de **34,65**, ce qui révèle des obstacles structurels persistants et des écarts de compétitivité dans une grande partie du continent. L'indice évalue la performance selon quatre piliers, à savoir l'environnement propice, la sophistication de la demande, le dynamisme entrepreneurial et la performance des exportations, offrant ainsi une vision holistique des facteurs déterminant la compétitivité à l'exportation.

Le rapport met en lumière des contraintes majeures, notamment l'insuffisance des infrastructures, des systèmes réglementaires complexes et souvent imprévisibles, ainsi que des défis systémiques plus larges qui limitent la capacité de l'Afrique à concurrencer efficacement sur les marchés mondiaux. Il souligne l'importance d'investissements ciblés dans les infrastructures, le développement des compétences, l'innovation et l'adoption de technologies comme moteurs de l'expansion des exportations et de la résilience économique à long terme.

Cette deuxième édition accorde une attention particulière à l'égalité de genre dans le commerce. Les femmes jouent un rôle essentiel dans le paysage commercial africain : elles représentent **60 à 70 %** des commerçantes transfrontalières informelles, mais ne contribuent qu'à **20 %** de la valeur totale des exportations, ce qui témoigne d'obstacles importants liés au genre. Le rapport appelle à des politiques commerciales plus sensibles au genre et met l'accent sur la mise en œuvre du **Protocole de la ZLECAf** relatif aux femmes et aux jeunes dans le commerce, afin de renforcer la participation, la productivité et la compétitivité des commerçantes et entrepreneures.

En conclusion, le rapport formule des recommandations stratégiques pour renforcer la compétitivité des exportations africaines. Celles-ci incluent le renforcement des politiques d'exportation et des cadres réglementaires, l'investissement dans les infrastructures de transport et les technologies numériques, le soutien accru aux entreprises détenues par des femmes et l'intégration des considérations liées aux femmes et aux jeunes dans les stratégies commerciales nationales et régionales. En s'attaquant à ces contraintes et en tirant parti de la diversité de ses ressources, l'Afrique peut renforcer sa position sur les marchés mondiaux et promouvoir un développement économique inclusif et durable sur l'ensemble du continent.

Rapport disponible en **Anglais** dans la bibliothèque numérique de l'ACBF

PROFILS DES SPONSORS



11^e Edition

**Africa Think
Tank Summit**



THE FEDERAL DEMOCRATIC
REPUBLIC OF ETHIOPIA



ACBF
THE AFRICAN CAPACITY BUILDING FOUNDATION



BoG | BdG

Annual Meeting of the Board of Governors of the ACBF
Session Annuelle du Conseil des Gouverneurs de l'ACBF

**African
Union**



AUDA-NEPAD
AFRICAN UNION DEVELOPMENT AGENCY

**WILLIAM + FLORA
Hewlett
Foundation**



የፖሊሲ ጥናት ኢንስቲትዩት
POLICY STUDIES INSTITUTE



ECA



**AFRICA
EUROPE
FOUNDATION**



THE WORLD BANK

Fondation pour le renforcement des capacités en Afrique (ACBF). La Fondation pour le renforcement des capacités en Afrique est l'agence spécialisée de l'Union africaine chargée du renforcement des capacités. Depuis plus de trente ans, elle renforce les institutions dans plus de quarante-cinq pays grâce au développement des compétences, à la recherche en politiques publiques et à l'appui institutionnel. L'ACBF promeut un développement fondé sur le savoir et coordonne le Réseau des think tanks d'Afrique ainsi que la série des Sommets des think tanks d'Afrique.

Commission de l'Union africaine (CUA). La Commission de l'Union africaine assure le leadership stratégique de l'agenda d'intégration et de développement de l'Afrique. À travers l'Agenda 2063, elle pilote les politiques continentales, la coopération régionale et les initiatives de renforcement des capacités visant à accélérer la croissance, les réformes de gouvernance et la transformation économique dans l'ensemble des États membres.

AUDA-NEPAD. L'Agence de développement de l'Union africaine (NEPAD) est le bras opérationnel de développement de l'Union africaine. Elle coordonne et met en œuvre les programmes régionaux de développement ainsi que les initiatives de renforcement des capacités. L'AUDA-NEPAD appuie les États membres dans les domaines des infrastructures, de l'industrialisation, de l'innovation et de la mise en œuvre de la ZLECAf.

Gouvernement de la République fédérale démocratique d'Éthiopie (Ministère des Finances et Ministère des Revenus). Le Gouvernement de la République fédérale démocratique d'Éthiopie, par l'intermédiaire des Ministères des Finances et des Revenus, assure le leadership national en matière de gouvernance économique, de mobilisation des ressources intérieures et de réformes de la gestion des finances publiques. Le soutien de l'Éthiopie au Sommet des think tanks d'Afrique 2025 reflète son engagement en faveur de politiques publiques fondées sur des données probantes et de la coopération continentale.

Fondation William et Flora Hewlett. La Fondation Hewlett soutient l'élaboration de politiques publiques fondées sur des données probantes, ainsi que la transparence et l'efficacité des systèmes de gouvernance. À travers ses programmes sur la transparence, la participation et la redevabilité, ainsi que sur l'équité entre les genres, elle encourage la recherche, l'engagement civique et la réforme du secteur public en Afrique. La Fondation Hewlett soutient de manière continue l'organisation du Sommet des think tanks d'Afrique depuis 2023.

Groupe de la Banque mondiale. Le Groupe de la Banque mondiale fournit un appui financier et technique pour aider les pays à réduire la pauvreté, à renforcer leurs institutions et à promouvoir un développement durable. En Afrique, il soutient les réformes de la gestion des finances publiques, la gouvernance numérique, l'intégration régionale et l'élaboration de politiques fondées sur les données. Ces domaines constituent des piliers clés du Sommet des think tanks d'Afrique 2025, une activité majeure du projet ATTP financé par la Banque mondiale.

Fondation Africa Europe (AEF). La Fondation Africa Europe est une plateforme indépendante qui promeut le dialogue stratégique, les partenariats et l'action conjointe entre l'Afrique et l'Europe. À travers la recherche, les échanges et la collaboration multipartite, elle soutient des initiatives transformatrices en matière de gouvernance, de climat, de numérisation et d'autonomisation des jeunes, contribuant ainsi à bâtir un avenir partagé et durable entre les deux continents.



11^e Edition Africa Think Tank Summit

 [TheACBF@](#)  [theacbf](#)  [ACBF_Official](#)
 [Africa Capacity Building Foundation](#)